

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 208

27 janvier 2016

SOMMAIRE

Aida S.A.	9968	EURO-MATériaux S.A.	9972
Algoquest Founders S.à r.l.	9947	European Hotel Venture S.C.A.	9972
AMA-DEA Investments S.A.	9984	Europe-Press S.à r.l.	9948
Bamevix S.A.	9984	FEPC Lux II S.à r.l.	9980
Bluefin Capital S.A.	9973	Foresight VCT (Lux) 2 S.à r.l.	9972
Blue Skies S.a.r.l.	9973	Forsfortuna S.à r.l.	9975
BNP Paribas L1	9973	Franmar Holding S.A.	9983
Bochum, Laerholzstrasse S.à r.l.	9983	Golden Estate S.A.	9971
Canteloup Holdings S.à r.l.	9973	HI-Luxemburg II S.C.A., SICAV-SIF	9949
Caulus Luxembourg S.à r.l.	9974	Matrisa S.A.	9984
Clinique Privée du Dr. E. Bohler	9974	NetOTC Holdings S.à r.l.	9948
Consdorf Adjacent Holdco S.à r.l.	9974	PHF Lux II S.à r.l.	9965
Consdorf Adjacent Investments S.à r.l.	9975	Pinkadilly International S.A.	9938
Edison Holdings S.à r.l.	9947	Pinkadilly International Sàrl	9938
Eltereverenegung vun der Gemeng Bieckerech	9947	Richemont International Holding S.A.	9984
ESD Investments S.à r.l.	9965	Siamstores S.A.	9969
ESI Energy Systems International	9971	Streetcatering By Becker S.à r.l.	9984
Euro Gaming Investment S.A.	9948	U.K. Immo S.à r.l.	9980

**Pinkadilly International S.A., Société Anonyme,
(anc. Pinkadilly International Sàrl).**

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 196.619.

L'an deux mille quinze, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

European Marketing & Research Services Ltd., une société constituée selon les lois du Royaume-Uni, avec siège social New Bridge Street House, 34 New Bridge Street, London EC4V 6BJ, Royaume-Uni, sous le numéro 5234316,

ici représentée par M. Liridon ELSHANI, employé privé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg en date du 2015, laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant et agissant en sa qualité d'associé unique a exposé au notaire et l'ont prié d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée dénommée «Pinkadilly International S.à.r.l.» établie et ayant son siège social au 8, Bld Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du RCS Luxembourg sous le numéro B196619, ci-après nommée la "Société", a été constituée le 23 avril 2015 par le notaire soussigné, publication au Mémorial C N-1676 en date du 7 juillet 2015.

- Que le capital social de la Société s'élève à trois cent mille Euros (EUR 300.000), représenté par mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de trois cents Euros (EUR 300,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

- Que l'associée unique, détenant l'intégralité du capital social de la société, est dûment représentée à la présente assemblée qui en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Transformation de la forme juridique de la société d'une société à responsabilité limitée en société anonyme, sur la base d'une situation comptable au 31 août 2015 et sur le vu du rapport d'un réviseur d'entreprises.

2. Modification de la dénomination de la société en Pinkadilly International S.A.;

3. Refonte complète des statuts suite à la transformation décidée ci-dessus, en vue d'adapter les statuts de la société aux prescriptions légales existantes pour la nouvelle forme juridique de la société suivant projet de statuts en annexe et notamment intervention de l'associé unique, se déclarant d'accord avec la refonte des statuts;

4. Décharge à conférer au gérant unique de la Société pour sa mission exercée avant transformation;

5. Nomination de M. Karim Van den Ende comme administrateur unique et la société KV ASSOCIATES S.A. comme commissaire aux comptes, pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2021;

6. Divers

L'associée unique siégeant en assemblée générale a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique approuve la situation comptable de la société au 31 août 2015,

et décide de transformer la société à responsabilité limitée "Pinkadilly International S.à.r.l." en une société anonyme, avec la dénomination "Pinkadilly International S.A.", sans changement de la personnalité juridique de la société, sur la base de la susdite situation comptable et

sur le vu d'un rapport d'un réviseur d'entreprises conformément aux articles 26-1 et 31-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, la société «Artemis Audit & Advisory», avec siège social à L-2449 Luxembourg, 25a, bd Royal, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la Section B166.716, daté du 14 octobre 2015, lequel rapport conclut comme suit:

«Conclusions

Sur la base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur des actifs et passifs de la société PINKADILLY INTERNATIONAL SARL au 31 août 2015 ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des 1 000 actions, d'une valeur nominale de EUR 300 chacune et libérées à hauteur de 100%, soit à EUR 300 000 et n'est donc pas inférieure au capital social.»

Ce rapport est émis uniquement dans le cadre de la transformation de la société en société-anonyme en accord avec les articles 31-1 et 26-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ne peut pas être utilisé à d'autres fins.»

Ledit rapport, après avoir été signé "ne varietur" par la personne comparante comme mentionnée ci-dessus, et par le notaire soussigné, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement

Suite à la transformation de la Société en société anonyme, les actions existantes, leur nombre et la valeur nominale de celles-ci restant inchangées et sont attribuées à l'actionnaire unique.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'associé unique décide de procéder à une refonte complète des statuts suite à la transformation décidée ci-dessus, en vue d'adapter les statuts de la Société aux prescriptions légales existantes pour la nouvelle forme juridique de la Société suivant projet de statuts en langue anglaise et française annexé au susdit ordre du jour,

lesquels statuts en langue anglaise, suivie d'une traduction française, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi, se lisent comme suit:

“ **Art. 1. Form and Name.** There is hereby established by the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter a company in the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name of “Pin-kadilly International S.A.” (the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), and the present articles of incorporation (the “Articles”).

The Company may have one shareholder (the “Sole Shareholder”) or several shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company or, in the case of a sole director by a decision of the Sole Director. All references herein to the Board shall be deemed to be references to the Sole Director in case there is only a Sole Director.

Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in Article 21. below.

Art. 4. Corporate objects. The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital is set at three hundred thousand Euro (EUR 300,000.-) consisting of one thousand (1,000) ordinary shares in registered form with a nominal value of three hundred Euro (EUR 300,-) each.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 6. Shares. The shares are in registered form (actions nominatives) or in bearer form (actions au porteur) at the choice of the shareholder(s).

A register of the shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

All the bearer shares in issue must be deposited with a depositary appointed by the board of directors. The board of directors has to inform the shareholders of such appointment and of every amendment regarding depositary within 15 business days. Resolutions of appointment or acknowledgments of amendments regarding depositary must be registered and published in conformity with article 11bis §1^{er}, 3), d) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

A bearer shareholders' register containing precise identification of every shareholder, indication of the number of bearer shares or units held by him or her, information relevant to the date of deposit, transfers, cancellation or conversion of the shares in registered form with indication of the effective date shall be open and kept by the depositary.

The ownership of a bearer share is established according to the registered entry in the bearer shareholders' register. Upon written request of each bearer shareholder, a certificate can be issued within 8 calendar days and delivered to him/her summarizing all the entries in the bearer shareholders' register regarding him/her.

A bearer shares' transfer inter vivos becomes valid towards third parties and the Company following registration of such transfer by the depositary in the bearer shareholders' register made on the basis and upon receipt by the depositary of any document or acknowledgement establishing the transfer of the ownership between the transferor and the transferee. A notification of transfer causa mortis is validly made to the depositary provided no opposition exists, by presentation of the death certificate, entry of death or affidavit issued by the district judge or notary.

The rights of bearer shares in issue which are not deposited neither duly registered in the bearer shareholders' register shall be deemed to be suspended.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Meetings of the shareholders of the Company. In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the "General Meeting") shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

In the case of a sole shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, as long as the Company has only one shareholder decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be deemed to be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on last Thursday of June of each year at 10.30 a.m. If such day is not a day where banks are generally open for business in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following such business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 9. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices. The notice periods and quorum provided for by the Law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by the Law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether by letter, by telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletin) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant shareholder, (2) the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the votes (approval, refusal, abstention) expressed on each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Company before the relevant General Meeting.

Art. 10. Management. For so long as the Company has a Sole Shareholder or where the Law so allows, the Company may be managed by a sole director (the "Sole Director") who does not need to be a shareholder of the Company. Where the Law so requires, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors (the "Board") who need not be shareholders of the Company. The director(s) shall be elected for a maximal term of six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a director of the Company (the “Legal Entity”), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Law.

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors and their remuneration

A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 11. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the “Chairman”) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting, by simple majority.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether by letter, telefax, or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender another director as his or her proxy.

For any meeting of the Board, each member of the Board may designate another member of the Board to represent him and vote in his name and place, provided that a given member of the Board may not represent more than one of his colleagues, and that always at least two members are either present in person or assist at such meeting by way of any means of communication complying with the requirements set forth in the next paragraph.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate; participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can only deliberate and act validly if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

The Board may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender.

This Article 11 does not apply in case the Company is managed by a Sole Director.

Art. 12. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman of such meeting or the secretary, and the resolutions passed by the Sole Director are recorded in a decision register held at the Company's registered office.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, the secretary or any two members of the Board, or the Sole Director.

Art. 13. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 14. Delegation of powers. The Board may appoint any person as délégué à la gestion journalière, who can but must not be a shareholder or a member of the Board, and who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

Art. 15. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two members of the Board or (ii) in the case of a Sole Director, the signature of the Sole Director or (iii) the joint signatures of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

Art. 16. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or entity of or affiliated to the Company.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any subsidiary or affiliated company with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have a personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following General Meeting.

If the Company has a Sole Director, the transactions entered into between the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an opposite interest to the interest of the Company shall be recorded in the decision register.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's length terms.

Art. 17. Statutory Auditor. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a maximal term of six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1 January and shall terminate on the 31 December of each year.

Art. 19. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated in article 5 above or as increased or reduced from time to time.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 20. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 21. below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 21. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 22. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law."

Suit la traduction française des statuts

« **Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.** Il est formé par la partie comparante et par tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la dénomination de «Pinkadilly International S.A.» (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") et les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut avoir un actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires. La Société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le "Conseil") ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'"Administrateur Unique") par une décision de l'Administrateur Unique. Toutes les références dans les présents statuts au Conseil sont censées être des références à l'Administrateur Unique s'il n'existe qu'un Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, malgré le transfert temporaire de son siège sociale, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'Article 21. ci-après.

Art. 4. Objet sociaux. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trois cent mille Euros (EUR 300.000.-), représenté par mille (1.000) actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de trois cents Euros (EUR 300.-) chacune.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de(s) l'actionnaire(s).

Un registre de(s) actionnaire(s) de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

Tous les certificats au porteur émis devront être immobilisés auprès d'un dépositaire désigné par le conseil d'administration. Le conseil d'administration informera les actionnaires de toute nomination de dépositaire ou de tout changement le concernant dans le délai de 15 jours ouvrables. Les actes de nomination ou changement concernant les dépositaires devront être déposés et publiés conformément à l'article 11bis §1^{er}, 3), d) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Un registre des actions au porteur sera ouvert, lequel se trouvera auprès de dépositaire et renseignera la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre des actions au porteur ou coupures détenues, la date du dépôt, les transferts, l'annulation ou la conversion des actions en titres nominatifs avec leur date.

La propriété de l'action au porteur s'établit par l'inscription sur le registre des actions au porteur. A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat peut être lui délivré par le dépositaire constatant toutes les inscriptions le concernant qui lui sera remis endéans 8 jours calendrier.

Toute cession entre vifs est rendue opposable vis-à-vis des tiers et de la Société par un constat de transfert inscrit par dépositaire sur le registre des actions au porteur sur base de tout document ou notification constatant le transfert de propriété entre cédant et cessionnaire. La notification de transfert pour cause de mort est valablement faite à l'égard de dépositaire, s'il n'y a opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Les actions au porteur ne se trouvant pas en dépôt ou n'étant pas valablement inscrites dans le registre des actions au porteur, verront leurs droits suspendus.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Assemblées des actionnaires de la Société. Dans le cas d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée (l'"Assemblée Générale") représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

Dans le cas d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont documentées par voie de procès-verbaux.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de cette assemblée, chaque année le dernier jeudi de juin à 10 heures 30 minutes. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation de l'assemblée.

Tout actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) l'assemblée est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à une telle assemblée.

Art. 9. Délais de convocation, quorum, procurations et avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la Loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées Générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra agir à toute Assemblée Générale en désignant un mandataire par écrit, soit par lettre, par télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur des résolutions soumises à l'Assemblée Générale à condition que les bulletins de vote écrits incluent (1) les nom, prénom, adresse et signature des actionnaires concernés, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (3) l'ordre du jour tel que décrit dans l'avis de convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) exprimées pour chaque point de l'ordre du jour. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société avant la tenue de l'Assemblée Générale en question.

Art. 10. Administration. Aussi longtemps que la Société a un Actionnaire Unique ou lorsque la Loi le permet, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'"Administrateur Unique") qui n'a pas besoin d'être un associé de la Société. Lorsque la Loi l'exige, la Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois (3) administrateurs qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Le(s) administrateur(s) sera/seront élu(s) pour un terme maximal de six ans et seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la "Personne Morale"), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la Loi.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs et leur rémunération. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

Un administrateur peut être révoqué avec ou sans cause et/ou remplacé à tout moment par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 11. Réunions du Conseil. Le Conseil doit nommer un président (le "Président") parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des décisions de l'Assemblée Générale ou des résolutions prises par l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toute Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil (le cas échéant) nommeront un autre président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple.

Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de l'assemblée et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du Conseil donné par écrit

soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échéancier préalablement adopté par une résolution du Conseil.

Tout membre du Conseil peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en désignant par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur comme son mandataire.

Chaque membre du Conseil peut, à toute réunion du Conseil, désigner un autre membre du Conseil pour le représenter et voter en son nom et à sa place à condition qu'un membre donné du Conseil ne puisse pas représenter plus d'un de ses collègues et qu'au moins deux membres du Conseil soient toujours physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil d'Administration par le biais de tout moyen de communication conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en direct et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs de la Société est présente ou représentée à une réunion du Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette assemblée. Dans le cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Le Conseil peut également en toutes circonstances et à tout moment, avec l'assentiment unanime, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil seront aussi valables et effectives que si elles étaient passées lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution et seront établies par lettre, télécopie, ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Le présent Article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions de l'Administrateur Unique. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil doivent être signés par le Président de la réunion en question ou le secrétaire, et les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans un registre tenu au siège social de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, le secrétaire ou deux membres du Conseil, ou l'Administrateur Unique.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut nommer toute personne aux fonctions de délégué à la gestion journalière, lequel pourra mais ne devra pas être actionnaire ou membre du Conseil, et qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et les affaires de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil, ou (ii) dans le cas d'un Administrateur Unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil ou l'Administrateur Unique, mais uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou est administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité filiale ou affiliée de la Société.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une filiale ou une société affiliée avec lequel la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire, et un rapport devra être fait sur cette affaire et cet intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale.

Si la Société a un Administrateur Unique, les transactions conclues entre la Société et l'Administrateur Unique et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à l'intérêt de la Société doivent être inscrites dans le registre des décisions.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période maximale de six ans et sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de tout temps, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil. Le Conseil peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Art. 20. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des présents Statuts, tel que prescrit à l'Article 21. ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de tout temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront réglées en application de la Loi.»

Troisième résolution

L'actionnaire unique donne décharge pleine et entière au gérant unique de la Société, à savoir:

M. Karim Van den Ende, né le 26 octobre 1964 à Bruxelles, demeurant professionnellement au 17, boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, pour la mission exercée par lui jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'actionnaire unique décide ensuite de procéder à la nomination d'un administrateur unique, à savoir:

M. Karim Van den Ende, né le 26 octobre 1964 à Bruxelles, demeurant professionnellement au 17, boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg

Son mandat se terminera lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2021.

Cinquième résolution

L'actionnaire unique nomme encore comme commissaire aux comptes, la société anonyme «KV ASSOCIATES S.A.», avec siège social au 17, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B67.559.

Son mandat se terminera lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2021.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié les conditions prévus par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de la présente transformation, est évalué sans nul préjudice à la somme de mille neuf cents Euros (EUR 1.900,-).

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte, aucun autre associé n'ayant demandé à signer.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 23 octobre 2015. 2LAC/2015/23888. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Référence de publication: 2015185557/505.

(150207209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Edison Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 196.279.

Rectificatif du dépôt L150186935 fait le 15/10/2015

Les statuts coordonnés au 25 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015186272/12.

(150208899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Eltreverenegung vun der Gemeng Biekerrech, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8521 Biekerrech, 103, Huewelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg F 380.

Die koordinierte Satzung von September 2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015186275/10.

(150208110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Algoquest Founders S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 166.365.

EXTRAIT

Il résulte des actes de cession du 31 octobre 2015 entre

- Monsieur Cyril LEVY-PEY;

Propriétaire de 2.610.691 parts sociales de la société Algoquest Founders Sàrl sise 2, rue Astrid L-1143 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B166.365

- Monsieur Philippe SANTI;

Propriétaire de 2.610.691 parts sociales de la société Algoquest Founders Sàrl sise 2, rue Astrid L-1143 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B166.365

- Monsieur Paul GRANDJEAN;

Propriétaire de 2.610.691 parts sociales de la société Algoquest Founders Sàrl sise 2, rue Astrid L-1143 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B166.365

et

- La société Celinvest S.A. sise 2, rue Astrid L-1143 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B152.385;

Propriétaire de 4.667.927 parts sociales de la société Algoquest Founders Sàrl sise 2, rue Astrid L-1143 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B166.365

que:

Monsieur Cyril LEVY-PEY cède 2.610.691 parts sociales de la société Algoquest Founders Sàrl à la société Celinvest S.A

Monsieur Philippe SANTI cède 2.610.691 parts sociales de la société Algoquest Founders Sàrl à la société Celinvest S.A

Monsieur Paul GRANDJEAN cède 2.610.691 parts sociales de la société Algoquest Founders Sàrl à la société Celinvest S.A.

Le mandataire

Référence de publication: 2015186784/32.

(150208326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Euro Gaming Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 138.216.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions du conseil d'administration du 28 octobre 2015 que:

- Monsieur Christian Mognol a démissionné de son mandat d'administrateur de classe A et Président du Conseil d'administration en date du 28 octobre 2015;

- Madame Candice De Boni, née le 31 décembre 1973 à Strasbourg, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, a été nommée administrateur de classe A et Président du Conseil d'Administration avec effet au 28 octobre 2015. Son mandat arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires appelée à délibérer sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2015.

Pour Euro Gaming Investment S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015186277/19.

(150208046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Europe-Press S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2920 Luxembourg, 2, rue Alcide de Gasperi.

R.C.S. Luxembourg B 179.735.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 16/11/2015.

L'associée unique a décidé de transférer le siège social au Parlement européen, bâtiment Konrad Adenauer, 2 rue Alcide de Gasperi, L-2929 Luxembourg à PARTIR DU 16/11/2015.

Luxembourg, le 16/11/2015.

MME ANDRE Sophie

Gérante unique

Référence de publication: 2015186279/13.

(150207990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

NetOTC Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 164.493.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 juillet 2015

L'Assemblée générale décide à l'unanimité:

- d'accepter les démissions de Messieurs Alberto GIOVANNINI, Roger LIDDELL et Robert BARNES;

- de procéder à la nomination de Monsieur Hinnerk KOCH, né à Bremen (Allemagne), le 15 mars 1963, demeurant au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg en tant que gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Le Conseil de gérance se compose désormais comme suit:

- Monsieur Rodolfo BOGNI;

- Monsieur Neeraj SHARMA;

- Monsieur Matthew DURKIN;

- Monsieur Robert WIGLEY;

- Monsieur Hinnerk KOCH.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015187214/22.

(150208084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2015.

HI-Luxemburg II S.C.A., SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1c, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 201.512.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am neunten November,

vor uns, Maître Danielle Kolbach, Notar mit Amtssitz in Redange-sur-Attert, handelnd in Vertretung von Notar Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

Sind erschienen:

1. HI-Management S.à r.l., eine nach luxemburgischen Recht gegründete société à responsabilité limitée mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, mit Sitz in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, deren Eintragung im Luxemburger Handels- und Firmenregister derzeit noch aussteht,

(der „Komplementär“), vertreten durch Frau Caroline Egry, beruflich ansässig in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, kraft der in Munsbach am 5. November 2015 erteilten Vollmacht, und

2. Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A., eine nach luxemburgischem Recht gegründete société anonyme, mit Sitz in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 144338,

(der „Gründungskommanditist“), vertreten durch Frau Caroline Egry, beruflich ansässig in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, kraft der in Munsbach am 6. November 2015 erteilten Vollmacht.

Diese Vollmachten, die durch den jeweils Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar unterzeichnet wurden, bleiben der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Einregistrierung beigelegt.

Der Komplementär und der Gründungskommanditist beschließen hiermit die Errichtung einer Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital in der Form einer société en commandite par actions, welche als spezialisierter Investmentfonds (SICAV-SIF: société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé) qualifiziert und sich nach den folgenden Bestimmungen richtet:

Titel I - Definitionen

Die nachfolgenden und entsprechend in dieser Satzung verwendeten Begriffe haben die nachstehende Bedeutung, sofern sich aus den Umständen nicht etwas anderes ergibt. Alle Bezugnahmen auf den Singular beinhalten eine Bezugnahme auf den Plural (und umgekehrt).

AIFM	Bezeichnet die Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., eine nach luxemburgischem Recht gegründete société anonyme mit Sitz in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 31093, welche die Funktion des Alternative Investment Fund Manager, wie im Gesetz von 2013 definiert, wahrnimmt.
AIFM-Richtlinie	Bezeichnet die Richtlinie 2011/61/EU des europäischen Parlaments und des Rates über die Verwalter alternativer Investmentfonds und zur Änderung der Richtlinien 2003/41/EG und 2009/65/EG und der Verordnungen (EG) Nr. 1060/2009 und (EU) Nr. 1095/2010.
Aktienklasse	Hat die in Artikel 6 definierte Bedeutung.
Bankarbeitstag	Bezeichnet jeden Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag) an dem die Börsen in Luxemburg und Frankfurt am Main geöffnet sind.
Bewertungstag	Bezeichnet jeden Tag, an dem eine Nettoinventarwertberechnung pro Teilfonds erfolgt, wie in Artikel 13 der Satzung näher beschrieben.
CSSF	Bezeichnet die Commission de Surveillance du Secteur Financier, die luxemburgische Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor.
Emissionsdokument	Bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft nebst etwaigen Änderungen und Ergänzungen.

Gesellschaft	Bezeichnet die HI-Luxemburg II S.C.A., SICAV-SIF.
Aktionäre	Bezeichnet den Komplementär und die Kommanditisten der Gesellschaft.
Gesetz von 1915	Bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils gültigen Fassung.
Gesetz von 2007	Bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung.
Gesetz von 2010	Bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen in seiner jeweils gültigen Fassung.
Gesetz von 2013	Bezeichnet das Luxemburger Gesetz vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds in seiner jeweils geltenden Fassung.
Komplementär	Bezeichnet HI-Management S.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete société à responsabilité limitée mit einem Gesellschaftskapital von EUR 12.500,-, mit Sitz in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, deren Eintragung im Luxemburger Handels- und Firmenregister derzeit noch aussteht.
Kommanditist	Bezeichnet den Gründungskommanditisten und jeden weiteren Inhaber von Aktien.
Nettoinventarwert	Bezeichnet den Wert des jeweiligen Nettoteilfondsvermögens; der Nettoinventarwert wird jeweils gemäß Artikel 12 dieser Satzung und den Bestimmungen des Emissionsdokuments berechnet.
Nicht-Qualifizierte Person	Hat die in Artikel 10 definierte Bedeutung.
Register	Bezeichnet das Register der Aktionäre bzw. Aktien gemäß Artikel 16 (6) des Gesetzes von 1915 und Artikel 7 dieser Satzung.
Register- und Transferstelle	Bezeichnet die im Emissionsdokument näher bestimmte und als Register- und Transferstelle der Gesellschaft fungierende Einheit.
Rücknahmepreis	Hat die in Artikel 9 definierte Bedeutung.
Sachkundiger Anleger	Bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 als geeigneter Anleger gilt. Sachkundige Anleger sind danach insbesondere Institutionelle Anleger, Professionelle Anleger und jeder andere Anleger, der die folgenden Voraussetzungen erfüllt: a) - er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Sachkundiger Anleger erklärt, und b) - er investiert mindestens 125.000 EUR, oder - er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, einer Wertpapierfirma im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2009/65/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen spezialisierten Investmentfonds einschätzen zu können.
Säumiger Anleger	Säumiger Anleger
Teilfonds	Hat die in Artikel 6 definierte Bedeutung.
Gründungskommanditist	Bezeichnet Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A., eine nach luxemburgischem Recht gegründete société anonyme, mit Sitz in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 144338.
US-Person	Hat dieselbe Bedeutung wie im Emissionsdokument.
VAG-Anleger	Hat die in Artikel 11 definierte Bedeutung.
Verwahrstelle	Bezeichnet die als Verwahrstelle der Gesellschaft fungierende Einheit.

Titel II. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck

Art. 1. Name der Gesellschaft.

(1) Zwischen dem Komplementär, dem Gründungskommanditisten und allen denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), mit dem Namen HI-Luxemburg II S.C.A., SICAV-SIF.

(2) Die Gesellschaft wird als Umbrella-Fonds mit der Möglichkeit, Teilfonds im Sinne von Artikel 71 des Gesetzes von 2007 zu errichten, gegründet.

(3) Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007, dem Gesetz von 1915, aufgrund der Qualifikation als alternativer Investmentfonds dem Gesetz von 2013 sowie der vorliegenden Satzung. Im Falle von Widersprüchen zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 hat das Gesetz von 2007 Vorrang.

Art. 2. Geschäftssitz. Geschäftssitz der Gesellschaft ist die Gemeinde Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch Beschluss des Komplementärs innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden. Die Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg bedarf eines Beschlusses der Hauptversammlung, welcher unter den für Änderungen der Satzung vorgesehenen Bedingungen getroffen wird.

Art. 3. Laufzeit. Vorbehaltlich Artikel 33 wurde die Gesellschaft für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet. Entsprechend der Regelungen im Emissionsdokument bzw. dem jeweiligen Teilfondsanhang können die Laufzeiten der Teilfonds jedoch begrenzt sein.

Art. 4. Geschäftszweck.

(1) Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens in nach dem Gesetz von 2007 zulässige Vermögenswerte, mit dem Ziel, den Kommanditisten Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung des Vermögens der Gesellschaft bzw. der betreffenden Teilfonds zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die der Komplementär zur Erfüllung und Entwicklung dieses Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz von 2007 zulässig ist.

(2) Die Anlage erfolgt jeweils im Rahmen der im Emissionsdokument enthaltenen Definitionen und Grenzen.

Titel III. Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Kapital.

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft.

(2) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt 1.250.000,- Euro. Das Mindestkapital ist innerhalb von zwölf (12) Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

(3) Die Referenzwährung der Gesellschaft ist der Euro.

(4) Das Gesellschaftskapital beträgt zum Zeitpunkt der Gesellschaftsgründung einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und besteht aus

- einer (1) Aktie ohne Nennwert, die vom Komplementär gehalten wird; und
- dreißigtausendneuhundertneunundneunzig (30 999) Aktien ohne Nennwert, die von dem Gründungskommanditisten gehalten werden.

Art. 6. Arten von Aktien, Teilfonds, Aktienklassen.

(1) Als Kommanditgesellschaft auf Aktien (*société en commandite par actions*) besitzt die Gesellschaft zwei Arten von Aktionären:

- der Komplementär (*actionnaire commandité*), der mindestens eine (1) Komplementäraktie hält und der gemeinsam und solidarisch für jede Verpflichtung haftet, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft beglichen werden kann; und
- die Kommanditisten (*actionnaire commanditaires*), die eine oder mehrere Kommanditaktien halten und deren Haftung auf die Kapitaleinlage in die Gesellschaft beschränkt ist. Die Gesellschaft kann eine unbegrenzte Anzahl von Kommanditisten haben.

(2) Der Komplementär kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Gesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die „Teilfonds“), gemäß Artikel 71 des Gesetzes von 2007 angehören. Für jeden Teilfonds soll eine Komplementäraktie ausgegeben werden. Der Komplementär ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds neben der/den Komplementäraktie(n) zwei oder mehr Klassen von Kommanditaktien (die „Aktienklassen“) auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit dem Anlageziel der Gesellschaft gemeinsam angelegt werden. Die Teilfonds und/oder Aktienklassen können sich im Hinblick auf Anlageziel, Anlagepolitik, Referenzwährung, Zeichnungspreise, Gebührenstruktur, Mindestanlagebeträge, Ausschüttungs- bzw. Wiederanlagepolitik, die von den Kommanditisten zu erfüllenden Voraussetzungen oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils vom Komplementär bestimmt und im jeweiligen Teilfondsanhang beschrieben werden, unterscheiden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse und/oder für jeden Teilfonds einzeln berechnet. Falls Teilfonds und/oder Aktienklassen ausgegeben werden, werden die unterschiedlichen Merkmale der einzelnen Aktienklassen im Emissionsdokument aufgeführt.

(3) Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständig. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds. Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Das Gesellschaftskapital soll die Summe der Vermögenswerte aller Teilfonds sein.

Art. 7. Form der Aktien und Register.

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben. Eine Ausgabe effektiver Stücke erfolgt nicht.

(2) Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten Personen geführt wird. Dieses Register enthält (i) eine aktuelle vollständige Kopie dieser Satzung, (ii) eine Liste aller Aktionäre mit Namen, Vornamen, Beruf und beruflicher oder privater Adresse, bzw. bei juristischen Personen deren Bezeichnung oder Firma, Rechtsform, Adresse und Handelsregisternummer (soweit vorhanden), sowie die Anzahl der jeweils gehaltenen Aktien nebst erfolgter Einzahlungen und (iii) ein Verzeichnis der Übertragungen der Aktien sowie das Datum der Mitteilung an die Gesellschaft bzw. der Annahme durch die Gesellschaft. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Register belegt deren Eigentumsrecht an diesen Aktien. Jeder Aktionär erhält schriftlich eine Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Register eingetragen sind. Nach der Ausgabe sind die Aktien der Gesellschaft zur gleichmäßigen und gleichrangigen Beteiligung an den laufenden Erträgen und Veräußerungsgewinnen sowie an den Liquidationserlösen der Gesellschaft berechtigt. Die Übertragung einer Aktie erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung an die Gesellschaft, datiert und von dem Käufer und dem Veräußerer beziehungsweise von deren bevollmächtigten Personen unterzeichnet, und deren Eintragung ins Register. Die Gesellschaft kann auch andere Formen des Nachweises für eine Übertragung akzeptieren, wenn sie diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Register vorzunehmen.

(3) Die Eintragung in das Register wird von einem oder mehreren Geschäftsführern des Komplementärs bzw. von einer oder mehreren anderen vom Komplementär entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

(4) Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 10 und 11 übertragbar.

(5) Soweit und solange die Aktien voll eingezahlt sind, sind die Kommanditisten gemäß dieser Satzung zur Einlage oder sonstigen Zahlung darüber hinausgehenden Kapitals nicht verpflichtet. Einlagen der Aktionäre werden in bar oder in Form von Sacheinlagen im Einklang mit Artikel 8 Absatz 8 geleistet und durch Aktien repräsentiert. Der Komplementär leistet in Bezug auf seine Komplementäraktie je Teilfonds eine Bareinlage in Höhe von 1,00 Euro. Die Erbringung von Einlagen in Form von Sacheinlagen setzt eine vorherige Zustimmung durch den Komplementär sowie eine Bewertung der Sacheinlagen durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer voraus. Für den Beitrag des Komplementärs gilt die Zustimmung als erteilt.

(6) Die Aktionäre teilen der Gesellschaft eine Postadresse sowie eine E-Mail-Adresse mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Register eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann die Gesellschaft dies im Register vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Aktionär der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Register einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Register eingetragene Postadresse bzw. E-Mail-Adresse jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

(7) Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Sollte das Eigentum an Aktien aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft benannt worden ist.

(8) Die Gesellschaft kann Bruchteile von Aktien ausgeben. Aktien werden bis zu 0,001 Aktienbruchteilen ausgegeben. Solche Bruchteile sind nicht stimmberechtigt, nehmen jedoch anteilig an Ausschüttungen teil.

(9) Kommanditisten sind nach Maßgabe der geleisteten Einlagen am Vermögen der Gesellschaft bzw. der betreffenden Teilfonds, an Ausschüttungen und an den Liquidationserlösen der entsprechenden Aktienklasse (anteilig) beteiligt.

Art. 8. Ausgabe von Aktien. ALLGEMEIN

(1) Kommanditaktien werden nur an Sachkundige Anleger, die keine Nicht-Qualifizierten Personen sind, ausgegeben. Im Rahmen der Beurteilung der Sachkunde eines Kommanditisten oder Erwerbers von Kommanditaktien nach Maßgabe des Gesetzes von 2007 wird der Komplementär die Richtlinien und Vorgaben der CSSF entsprechend beachten. Der Komplementär wird die Ausgabe und die Übertragung von Kommanditaktien dann nicht vornehmen, wenn er sich im Hinblick auf die Einhaltung der vorgenannten Kriterien kein abschließendes Urteil über die Person bzw. die Gesellschaft bilden kann, an die die Kommanditaktien verkauft bzw. übertragen werden sollen. Sachkundige Anleger, die im eigenen Namen jedoch für fremde Rechnung Kommanditaktien an einem Teilfonds erwerben, müssen bestätigen, dass die Zeichnung im Auftrag eines Sachkundigen Anlegers erfolgt. Des Weiteren kann der Komplementär nach eigenem Ermessen Nachweise darüber verlangen, dass es sich bei dem wirtschaftlich Berechtigten um einen Sachkundigen Anleger handelt.

(2) Die Voraussetzungen und Bedingungen zur Zeichnung von Kommanditaktien werden im Emissionsdokument näher ausgeführt. Ungeachtet dessen kann der Komplementär insbesondere:

(a) Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit der Ausgabe von Kommanditaktien bestimmen (insbesondere kann der Komplementär beschließen, dass Kommanditaktien nur während einer oder mehrerer Zeichnungsperioden oder in anderen, im Emissionsdokument festgelegten Zeitabständen ausgegeben werden);

(b) beschließen, dass Kommanditaktien nur an Personen oder sonstige juristische Einheiten ausgegeben werden, die einen Zeichnungsvertrag abgeschlossen haben, nach welchem die Zeichner inter alia die Verpflichtung eingehen, Kommanditaktien für einen bestimmten Zeitraum zu einem gewissen Betrag zu zeichnen;

(c) Zeichnungsbedingungen festlegen (insbesondere auch ohne Einschränkung bezüglich der Ausführung solcher Zeichnungsdokumente und der Herausgabe von vom Komplementär für dienlich erachteten Informationen) sowie einen Mindestzeichnungsbetrag, einen Mindestzeichnungsbetrag für nachfolgende Zeichnungen und/ oder einen Mindestbetrag für Kapitalzusagen oder die Beteiligungsquote bestimmen;

(d) Vorschriften über Zahlungsverzug, Nichterfüllung von Zahlungsverpflichtungen oder Eigentumsbeschränkungen in Bezug auf die Kommanditaktien bestimmen;

(e) beschließen, dass Zahlungen für Zeichnungen ganz oder teilweise an einem oder mehreren Kapitalabrufterminen erfolgen müssen, an denen die Kapitalzusage des Anlegers abgerufen wird. Die Kommanditaktien der Gesellschaft werden gegen Zahlung des abgerufenen Betrags ausgegeben;

(f) eine Zeichnungsgebühr zu erheben, wobei dem Komplementär vorbehalten bleibt, ganz oder teilweise auf diese Zeichnungsgebühr zu verzichten.

(3) Kommanditaktien werden zu dem Zeichnungspreis ausgegeben, dessen Berechnungsweise und die Häufigkeit der Berechnung im Emissionsdokument bzw. dem jeweiligen Teilfondsanhang festgelegt werden.

(4) Ein vom Komplementär bestimmtes und im Emissionsdokument angegebenes Verfahren regelt die zeitliche Folge der Ausgabe von Kommanditaktien.

(5) Die Gesellschaft kann den Kommanditisten anstatt der Zahlung von ausstehenden Ausschüttungsbeträgen jeweils nach den im Emissionsdokument beschriebenen Verfahren und Bedingungen Kommanditaktien des betreffenden Teilfonds ausgeben.

(6) Der Komplementär kann jeden seiner Geschäftsführer, jeden leitenden Angestellten oder andere Unternehmen bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für neu auszugebende Kommanditaktien entgegenzunehmen.

(7) Der Komplementär ist berechtigt, Zeichnungen nur bis zu einer bestimmten Höhe anzunehmen oder ganz abzulehnen.

(8) Die Gesellschaft kann, gemäß den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer zwingend vorsehen, Kommanditaktien gegen Sacheinlagen ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Sacheinlagen mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Gesellschaft im Einklang stehen. Der betreffende Kommanditist trägt die insoweit entstehenden Kosten.

(9) Die Art und Weise der Zahlung für Zeichnungen wird vom Komplementär bestimmt und im Emissionsdokument näher ausgeführt. Kommanditaktien werden ausschließlich an Sachkundige Anleger, die keine Nicht-Qualifizierten Personen sind, ausgegeben.

VERZUG EINES ANLEGERS

(10) Versäumt ein Anleger innerhalb eines in einer Kapitalabrufmitteilung festgesetzten Zeitraumes eine gemäß der Zeichnungsvereinbarung bzw. der Kapitalzusage zu erbringende Beteiligung oder andere Zahlung an die Gesellschaft zu leisten, gerät dieser Anleger ohne das Erfordernis einer weiteren Mahnung in Verzug, mit der Folge, dass:

(a) der betreffende Anleger für die Dauer des Verzugs zur Zahlung von Verzugszinsen in Höhe von acht (8) Prozentpunkten p.a. bezogen auf den nicht eingezahlten Teil der gemäß der Kapitalabrufmitteilung durch den Anleger zu leistenden Kapitaleinzahlung ab dem Zeitpunkt der Fälligkeit verpflichtet ist. Die Gesellschaft kann von der Erhebung der Verzugszinsen absehen, sofern ihr bzw. dem betreffenden Teil-fonds durch den Verzug des betreffenden Anlegers kein Schaden entstanden ist und die Erhebung der Verzugszinsen im Einzelfall aufgrund besonderer Umstände nicht angemessen oder im Interesse der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds erscheint; und

(b) Ausschüttungen an den Anleger aufgerechnet und zurückgehalten werden können, bis alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind, sofern der Anleger kein VAGAnleger ist.

(11) Kommt der Anleger seiner Zahlungsverpflichtung zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen innerhalb von 20 (zwanzig) Bankarbeitstagen nach Ablauf des in der Kapitalabrufmitteilung bestimmten Fälligkeitsdatums nicht nach, so kann der Komplementär den sich im Verzug befindenden Anleger zum „Säumigen Anleger“ erklären und insbesondere folgende Maßnahmen ergreifen:

(a) Zwangsrücknahme aller oder eines Teils der Aktien des Säumigen Anlegers durch die Gesellschaft gegen Zahlung eines Rücknahmepreises in Höhe von fünfundachtzig (85) Prozent des zuletzt festgestellten Nettoinventarwertes unter Berücksichtigung zwischenzeitlich erfolgter Kapitalmaßnahmen der betroffenen Aktien;

(b) Einräumung des Rechts an die nicht-säumigen Anleger, die Aktien des Säumigen Anlegers zu einem Preis in Höhe des unter Unterabsatz (a) definierten Zahlungsbetrages der maßgeblichen Aktien ganz oder teilweise zu erwerben; in diesem Falle ist immer auch die gesamte noch offene Kapitalzusage des Säumigen Anlegers von dem/den erwerbenden Anleger (n) zu übernehmen. Die zum Verkauf stehenden Aktien des Säumigen Anlegers werden den übrigen Anlegern pro rata zu ihrem Anteil an den in dem betreffenden Teilfonds bestehenden Kapitalzusagen (zur Vermeidung von Missverständnissen, ausschließlich des Anteils des Säumigen Anlegers) angeboten. Sofern einer oder mehrere Anleger keine oder nicht alle ihnen nach der vorgenannten Berechnung angebotenen Aktien des Säumigen Anlegers erwerben möchten, erhöht sich der mögliche zu erwerbende Anteil der erwerbenden Anleger um einen Teil dieser Aktien pro rata zu ihrem Anteil an den in dem betreffenden Teilfonds bestehenden Kapitalzusagen (zur Vermeidung von Missverständnissen, ausschließlich des Anteils des Säumigen Anlegers und der Anteile der nicht-erwerbenden Anleger). Die zur Verfügung stehenden Aktien werden den Anlegern mittels eines Angebotsschreibens, welches an die bei der Register- und Transferstelle registrierte E-

Mail-Adresse bzw. Postadresse gesendet wird, angeboten. Diese haben die Möglichkeit, innerhalb der in dem Angebotschreiben aufgeführten Frist das Angebot anzunehmen;

(c) sofern die nicht-säumigen Anleger von ihrem Erwerbsrecht nach Unterabsatz (b) nicht oder nur teilweise Gebrauch machen, kann der Komplementär neue Anleger zulassen, welche diese Aktien, einschließlich der gesamten Verpflichtung zur Leistung der noch offenen Kapitalzusage des Säumigen Anlegers zu einem Preis in Höhe des unter Unterabsatz (a) definierten Zahlungsbetrages dieser Aktien ganz oder teilweise erwerben; und / oder

(d) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Anlegers.

(12) Die Zahlung des Rücknahmepreises an den Säumigen Anleger erfolgt nach dem Ende der Laufzeit des jeweiligen Teilfonds, es sei denn, der Komplementär bestimmt nach eigenem Ermessen einen früheren Rückzahlungszeitpunkt.

(13) Die vorstehenden und im Emissionsdokument beschriebenen Maßnahmen gelten unbeschadet des Rechts des Komplementärs, sämtliche verfügbaren Rechtsmittel gegen den Säumigen Anleger einzusetzen, um sämtliche von dem Säumigen Anleger geschuldeten Beträge beizutreiben und etwaige Schadenersatzansprüche (einschließlich in Bezug auf Folgeschäden) gegen diesen geltend zu machen.

Art. 9. Rücknahme von Aktien.

(1) Der Komplementär ist in den nachstehend genannten Fällen berechtigt, die zwangsweise Rücknahme von Aktien zu verlangen

(a) die von einer Nicht-Qualifizierten Person im Sinne von Artikel 10 dieser Satzung oder einer US-Person oder einer Person, die kein Sachkundiger Anleger ist, gehalten werden;

(b) die von einem Säumigen Anleger im Sinne von Artikel 8 dieser Satzung gehalten werden;

(c) im Falle der Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft oder eines Teilfonds im Einklang mit den Bestimmungen in Artikel 33 und Artikel 34 dieser Satzung;

(d) zum Zwecke der Auszahlung von Liquidität;

(e) wenn dies nach Auffassung des Komplementärs in Abstimmung mit dem AIFM im Interesse der anderen Aktionäre des Teilfonds oder zum Schutz des Komplementärs oder der Gesellschaft erforderlich ist.

(2) Der Rückkauf erfolgt jeweils zum Nettoinventarwert je Aktie gemäß Artikel 12 dieser Satzung ("Rücknahmepreis"), außer im Falle des Artikels 9 Absatz 1 (b); in diesem Fall gilt ein Rücknahmepreis gemäß Artikel 8 Absatz 11 (a).

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt nach dem Ende der Laufzeit des jeweiligen Teilfonds, es sei denn, der Komplementär bestimmt nach eigenem Ermessen einen früheren Rückzahlungszeitpunkt. Der Rücknahmepreis wird in Euro vergütet.

(4) Das Emissionsdokument kann vorsehen, dass Kommanditisten eine vollständige oder teilweise Rücknahme der von ihnen gehaltenen Aktien eines Teilfonds verlangen können. Das Emissionsdokument kann zudem die Möglichkeit vorsehen, dass die Gesellschaft die Rücknahme von Aktien zeitweilig aussetzt.

Art. 10. Nicht-qualifizierte Personen.

(1) Der Komplementär kann das Eigentum an Aktien seitens einer juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend einschränken, wenn

(a) das Eigentum dieser Person allein oder zusammen mit dem gleich gelagerten Eigentum anderer Personen dazu führen würde, dass:

(i) der Gesellschaft oder einem Teilfonds auf Grund einer Steuerpflicht, unabhängig vom Zeitpunkt, in dem diese entsteht oder aufgelegt wird, und vom Ort (Luxemburg oder andernorts), Verbindlichkeiten oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen oder entstehen könnten, die ihnen ansonsten nicht entstanden wären;

(ii) ein Verstoß gegen Bestimmungen dieser Satzung oder des Emissionsdokumentes vorliegt;

(iii) die Gesellschaft oder ein Teilfonds den Bestimmungen des U.S. Employee Retirement Income Security Act von 1974 in der jeweils geltenden Fassung (ERISA) unterliegt;

(iv) die Gesellschaft oder ein Teilfonds verpflichtet ist, Aktien nach ausländischem (d. h. nicht Luxemburger) Recht zu registrieren (und zwar insbesondere gemäß dem US Securities Act und dem US Investment Company Act); oder

(b) nach Auffassung des Komplementärs das Eigentum dieser Person zu einem Verstoß gegen ein Gesetz oder eine Rechtsvorschrift führen würde oder führen könnte, die für die betreffende natürliche oder juristische Person selbst oder für die Gesellschaft gilt, insbesondere des Artikel 2 des Gesetzes von 2007 und seinen Ausführungen zu Sachkundigen Anlegern (unabhängig davon, ob es sich um luxemburgisches oder ausländisches Recht handelt (und einschließlich der Gesetze und Vorschriften zur Bekämpfung von Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung)); oder

(c) die betreffende Person, wie im Emissionsdokument näher spezifiziert, im Hinblick auf das zwischenstaatliche Abkommen in Bezug auf den Foreign Account Tax Compliance Act zwischen Luxemburg und den USA ihrer Pflicht zur Vorlage von Informationen und Dokumenten zum Nachweis ihrer Steueransässigkeit gegenüber der Gesellschaft nicht nachkommt bzw. ihre Erlaubnis verweigert, diese Informationen und Dokumente an die Luxemburger Finanzbehörden weiterzuleiten, oder

(d) wenn der Gesellschaft durch das Aktieneigentum steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die ihr ansonsten nicht entstanden wären, oder

(e) die betreffende Person als US-Person qualifiziert.

Die in Artikel 10 Absatz (1) (a) bis (e) genannten Personen gelten jeweils als „Nicht-Qualifizierte Person“. Die Gesellschaft kann nach ihrem Ermessen weitere Personen, Unternehmen oder Gesellschaften als Nicht-Qualifizierte Person bestimmen.

(2) Der Komplementär kann

(a) die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Übertragung von Aktien ablehnen, wenn die Eintragung oder Übertragung dazu führen würde, dass der rechtliche oder wirtschaftliche Eigentümer der betreffenden Aktien eine Nicht-Qualifizierte Person wäre; und

(b) jederzeit von einer Person, deren Name im Register der Gesellschaft eingetragen ist oder die die Eintragung einer Aktienübertragung im Register der Gesellschaft beantragt, verlangen, der Gesellschaft alle Informationen, gestützt durch eine eidesstattliche Erklärung, vorzulegen, die die Gesellschaft für erforderlich hält, um feststellen zu können, ob die Aktien des betreffenden Aktionärs im wirtschaftlichen Eigentum einer Nicht-Qualifizierten Person stehen oder eine solche Registrierung dazu führen wird, dass das wirtschaftliche Eigentum auf eine Nicht-Qualifizierte Person übergeht.

(3) Sollte sich herausstellen, dass ein Aktionär der Gesellschaft eine Nicht-Qualifizierte Person ist, ist die Gesellschaft nach eigenem Ermessen berechtigt,

(a) die Annahme einer von einer Nicht-Qualifizierten Person auf der Hauptversammlung abgegebenen Stimme zu verweigern; und/oder

(b) sämtliche geleisteten Ausschüttungen oder sonstigen auf die Aktien einer Nicht-Qualifizierten Person geleisteten Zahlungen zurückzufordern bzw. sämtliche beschlossene und noch nicht geleistete Ausschüttungen oder Zahlungen einzubehalten, sofern die Nicht-Qualifizierte Person kein VAG-Anleger ist; und/oder

(c) die Nicht-Qualifizierte Person anzuweisen, ihre Aktien einem Sachkundigen Anleger, der keine Nicht-Qualifizierte Person ist, zum zuletzt berechneten Nettoinventarwert je Aktie zu verkaufen und der Gesellschaft alle Informationen und erforderlichen Unterlagen vorab für den interessierten Käufer zur Verfügung zu stellen, so dass dieser Verkauf innerhalb von dreißig (30) Kalendertagen nach Versand der betreffenden Mitteilung erfolgt ist, jeweils vorbehaltlich der anwendbaren Übertragungsbeschränkungen gemäß Artikel 11 und vorbehaltlich der Ablehnung des interessierten Käufers als Aktionär der Gesellschaft durch den Komplementär; und/oder

(d) zwangsweise alle von einer Nicht-Qualifizierten Person gehaltenen Aktien zu einem Preis zurückzunehmen, der dem zuletzt berechneten Nettoinventarwert je Aktie entspricht. Der betroffene Aktionär ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft eventuell ausgegebene Aktienzertifikate sowie Aktienbestätigungen, auf die sich die Aufforderung zur Rückgabe der Aktien bezieht, zurückzugeben. Der betreffende Aktionär verliert entsprechend den Bestimmungen in der Aufforderung zur Rückgabe der Aktien (i) sämtliche Rechte als Aktionär, sowie (ii) alle weitere Rechte an den Aktien sowie aus Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte. Ausgenommen hiervon ist das Recht auf den Erhalt des Rücknahmepreises. Die Zahlung des Rücknahmepreises an den Aktionär erfolgt nach dem Ende der Laufzeit des jeweiligen Teilfonds, es sei denn, der Komplementär bestimmt nach eigenem Ermessen einen früheren Rückzahlungszeitpunkt.

(4) Der Komplementär behält sich das Recht vor, von dem bisherigen Aktionär für die durch die Zwangsrücknahme am Vermögen der Gesellschaft bzw. der betreffenden Teilfonds entstandenen Schäden Ersatz zu fordern. Im Falle einer Zwangsrücknahme verringert sich der Rücknahmepreis um durch die Zwangsrücknahme entstehenden Kosten.

Art. 11. Übertragung von Aktien.

(1) Aktien der Gesellschaft bzw. ihrer jeweiligen Teilfonds sind grundsätzlich frei übertragbar, vorausgesetzt, dass der Übertragungsempfänger:

(a) als Sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 gilt;

(b) keine Nicht-Qualifizierte Person ist; und

(c) in einer den Anforderungen der Gesellschaft genügenden Form erklärt, dass er keine Nicht-Qualifizierte Person ist und dass die vorgesehene Übertragung selbst nicht gegen geltende Gesetze oder Vorschriften verstößt.

Vor diesem Hintergrund gilt im Hinblick auf die Übertragung der Aktien Folgendes: Eine Übertragung von Aktien eines Teilfonds der Gesellschaft muss vom Übertragenden, unter der genauen Angabe der Identität und Adresse des Erwerbers, der Gesellschaft schriftlich mitgeteilt werden. Die Gesellschaft hat nach dem Datum, an dem sie diese Mitteilung erhalten hat, fünfzehn (15) Kalendertage Zeit, die Zulässigkeit dieser Übertragung zu prüfen. Die Prüfung der Zulässigkeit der Übertragung dient insbesondere der Sicherstellung, dass die potenziellen Aktienerwerber Personen sind, die als Sachkundige Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 gelten. Der Komplementär kann vom Übertragungsempfänger verlangen, entsprechend Artikel 10 (2) (b) mitzuwirken.

Die Prüfung der Zulässigkeit ist nicht erforderlich, sofern die Übertragung an eine Person erfolgt, die bereits Kommanditist der Gesellschaft ist. In diesem Fall kann die Gesellschaft ferner zulassen, dass die Übertragung ohne Wartefrist unmittelbar nach der schriftlichen Mitteilung erfolgt.

(2) Ungeachtet der Bestimmungen des Artikels 11 (1), aber vorbehaltlich der übrigen Bestimmungen dieses Artikels 11, insbesondere dem Vorliegen der Zustimmung des Versicherungstreuhänders gemäß Artikel 11 (3), unterliegt die Verfügung über Aktien der Gesellschaft bzw. ihrer Teilfonds, welche von einer deutschen Versicherungsgesellschaft, einer

deutschen Pensionskasse oder einem deutschen berufsständischen Versorgungswerk, auf deren Kapitalanlagen die Vorschriften des § 54 Abs. 1 Versicherungsaufsichtsgesetz (VAG) oder einer Nachfolgevorschrift zu § 54 VAG in Verbindung mit der Verordnung über die Anlage des gebundenen Vermögens von Versicherungsunternehmen (AnIV) und den Bestimmungen des Rundschreibens 4/2011 (VA) - Hinweise zur Anlage des gebundenen Vermögens von Versicherungsunternehmen vom 15. April 2011 (Rundschreiben 4/2011) oder eines Nachfolgerundschreibens zu Rundschreiben 4/2011 entweder direkt oder kraft spezieller gesetzlicher Anordnung Anwendung finden oder die ihre Kapitalanlagen aufgrund anderer Regularien nach diesen Bestimmungen vornehmen und deren Aktien an der Gesellschaft bzw. ihrer Teilfonds als "Sicherungsvermögen" oder "sonstiges gebundenes Vermögen" im Sinne der entsprechenden Bestimmungen des VAG gehalten werden (zusammen die „VAG-Anleger“), innerhalb des Kreises Sachkundiger Anleger keinerlei Beschränkungen. Dem Veräußerer erwachsen keinerlei Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber); derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den verfügenden VAG-Anleger auf den Erwerber über.

(3) Soweit und solange Aktien der Gesellschaft Teil des gebundenen Vermögens einer deutschen Versicherungsgesellschaft sind, die einen Treuhänder bestellt hat, kann über diese Aktien der Gesellschaft nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß oder entsprechend § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes (VAG) in der jeweils geltenden Fassung bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

(4) Die Kapitalzusagen der Anleger sind ganz oder teilweise nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Komplementärs übertragbar, wobei der Komplementär nach freiem Ermessen entscheidet, ob er einer geplanten Übertragung zustimmt oder nicht zustimmt. Die Übertragung der Kapitalzusagen erfolgt unabhängig von einer Übertragung der Aktien der Gesellschaft.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts Je Aktie.

(1) Für die Gesellschaft wird der Nettoinventarwert jedes Teilfonds im Einklang mit dem Luxemburgischen Recht und dieser Satzung an jedem im Emissionsdokument bzw. dessen konkretem Teilfondsanhang dargelegten Bewertungstag bestimmt. Die Gesellschaftswährung ist der Euro, wobei jeder Teilfonds eine divergierende Referenzwährung haben kann, wie im jeweiligen Teilfondsanhang beschrieben.

(2) Die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erfolgt nach Treu und Glauben zu jedem Bewertungstag in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds bzw. der Währung der Gesellschaft.

(3) Unter der Verantwortung des AIFM sowie der Letztverantwortlichkeit des Komplementärs berechnet die Zentralverwaltungsstelle den Nettoinventarwert. Der AIFM ist verantwortlich für die Bewertung der Vermögensgegenstände der Teilfonds und teilt die Bewertungen der Zentralverwaltungsstelle mit, die darauf basierend den Nettoinventarwert je Aktie wie folgt berechnet:

Das Nettoteilfondsvermögen (Teilfondsvermögen abzüglich Verbindlichkeiten) wird an dem jeweiligen Bewertungstag durch die Gesamtzahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds dividiert. Für Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwertes wird das Nettoteilfondsvermögen durch den AIFM nach folgenden Grundsätzen bestimmt:

(a) Vermögenswerte, die an einer Börse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wenn ein Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte verfügbare Kurs an jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.

(b) Vermögenswerte, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten, anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden Markt gehandelt werden, werden zu dem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Inventarwertberechnung sein darf und den der AIFM für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Vermögenswerte verkauft werden können.

(c) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (a) oder (b) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

(d) Anteile an Zielinvestments, die einen Inventarwert feststellen, werden zu ihrem zum Zeitpunkt der Nettoinventarwertberechnung des jeweiligen Teilfonds zuletzt festgestellten und erhältlichen Inventarwert (ggf. unter Berücksichtigung einer Rücknahmegebühr) bewertet.

(e) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich anteiliger Zinsen bewertet. Festgelder können zu dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Gesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

(f) Alle nicht auf Euro lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenkurs in Euro umgerechnet.

(g) Die auf Vermögenswerte entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

(h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben von dem AIFM und nach einem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt wird.

Darüber hinaus können im Emissionsdokument spezielle, von den in diesem Artikel 12 niedergelegten allgemeinen Regeln abweichende Bewertungsregeln für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden.

(4) Der AIFM kann nach eigenem Ermessen und nach Information der Kommanditisten andere Bewertungsmethoden anwenden, wenn er dies im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

(5) Wenn der AIFM der Ansicht ist, dass der ermittelte Nettoinventarwert je Aktie an einem bestimmten Bewertungstag den tatsächlichen Wert der Aktien der Gesellschaft nicht wiedergibt, oder wenn es seit der Ermittlung des Nettoinventarwertes je Aktie beträchtliche Bewegungen an den betreffenden Börsen und/oder Märkten gegeben hat, kann der AIFM beschließen, den Nettoinventarwert je Aktie noch am selben Tag aktualisieren zu lassen. Unter diesen Umständen werden alle für diesen Bewertungstag eingegangenen Anträge auf Zeichnung sowie Rücknahmen nach den entsprechenden Regelungen dieser Satzung auf der Grundlage des Nettoinventarwertes je Aktie eingelöst, der unter Berücksichtigung des Grundsatzes von Treu und Glauben aktualisiert worden ist.

(6) Die Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien erfolgt nach Luxemburger Recht und allgemein anerkannten Luxemburger Rechnungslegungsprinzipien (LUX GAAP).

(7) Weitere Bestimmungen betreffend die Berechnung des Nettoinventarwertes ergeben sich aus dem Emissionsdokument.

Art. 13. Häufigkeit und Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts Je Aktie und der Ausgabe von Aktien.

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie wird unter der Verantwortlichkeit des Komplementärs, welcher die Aufgabe der Nettoinventarwertberechnung unter der Aufsicht des AIFM an die Zentralverwaltungsstelle delegiert hat, berechnet. Die Berechnung erfolgt in der Frequenz, wie sie vom Komplementär bestimmt wird und im Emissionsdokument festgelegt ist; der Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in der vorliegenden Satzung als "Bewertungstag" bezeichnet.

(2) Die Gesellschaft, gegebenenfalls in Abstimmung mit dem AIFM, ist jederzeit berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes eines oder mehrerer Teilfonds sowie die Ausgabe von Aktien an Anleger auszusetzen:

(a) wenn eine/r oder mehrere der Börsen oder Märkte, die für die Bewertung eines wesentlichen Teils der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft maßgeblich sind, (außer an Wochenenden und Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel an diesen eingeschränkt oder ausgesetzt ist;

(b) wenn aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder Umstände, die außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des Komplementärs bzw. des AIFM liegen, die Verfügung über Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft nicht in angemessener oder üblicher Weise möglich ist, bzw. den Interessen der Aktionäre in erheblichem Maße schaden würde oder es für die Gesellschaft unmöglich ist, die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie durchzuführen;

(c) im Falle eines Ausfalls der gewöhnlich für die Bewertung von Anlagen der Gesellschaft verwendeten Kommunikationswege oder falls aus einem Grund, für den der Komplementär und der AIFM nicht verantwortlich sind, der Wert eines Vermögenswertes eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft nicht so schnell und präzise wie erforderlich bestimmt werden kann;

(d) wenn aufgrund von Devisenbeschränkungen oder sonstigen den Zahlungsverkehr beeinträchtigenden Beschränkungen Transaktionen namens eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft unmöglich werden oder Käufe und Verkäufe von Vermögenswerten eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden können;

(e) wenn die Aussetzung von Rechts wegen oder auf Grund eines rechtlichen Verfahrens vorgeschrieben ist; und/oder

(f) wenn der Komplementär in Abstimmung mit dem AIFM entschieden hat, dass eine Aussetzung im Interesse der Aktionäre ist.

(3) Die Gesellschaft informiert die betroffenen Kommanditisten über die Aussetzung bzw. die Wiederaufnahme der Nettoinventarwertberechnung und unterrichtet die Anleger, die einen Antrag auf Zeichnung von Aktien der Gesellschaft gestellt haben, dementsprechend.

(4) Ungeachtet der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes sowie der Ausgabe von Aktien gemäß den vorherstehenden Bedingungen kann der Komplementär gemäß Artikel 8 und vorbehaltlich der dort aufgeführten Bedingungen auch weiterhin Aktien auf Basis eines durch den Komplementär bestimmten vorläufigen Nettoinventarwertes ausgeben, insofern die Ausgabe von Aktien insbesondere im Hinblick auf den Erwerb von Anlagen für die Gesellschaft und im Zusammenhang mit dem Abschluss bereits beschlossener Transaktionen, auch weiterhin erforderlich ist.

Titel IV. Verwaltung und Überwachung, Governance

Art. 14. Komplementär.

(1) Die Gesellschaft wird von dem Komplementär HI-Management S.à r.l. in seiner Funktion als Verwalter (gérant) der Gesellschaft verwaltet. Der Komplementär hat drei Geschäftsführer.

(2) Der Komplementär hat in seiner Funktion als Verwalter (gérant) der Gesellschaft die umfassenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Geschäftszwecks der Gesellschaft und im Rahmen der Anlagepolitik gemäß Artikel 21 vorzunehmen, sowie im Namen der Gesellschaft aufzutreten

und zu handeln. Er hat insbesondere die Befugnis, die Anlageziele, -richtlinien und -beschränkungen sowie die generelle Verwaltungs- und Geschäftspolitik der Gesellschaft festzulegen und Verwaltungs-, Beratungs- und sonstige Verträge im Namen der Gesellschaft zu schließen, die er für die Ausübung seiner Funktion im Sinne des Geschäftszwecks der Gesellschaft für notwendig oder nützlich hält, jeweils im Rahmen der Vorgaben dieser Satzung, des Emissionsdokuments und der anwendbaren Gesetze und Vorschriften. Er wird bei der Verwaltung der Gesellschaft die Governance-Regeln dieses Titels IV berücksichtigen, insbesondere die Artikel 19 und 21.

(3) Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Komplementärs in seiner Funktion als Verwalter (gérant) der Gesellschaft.

(4) Die Kommanditisten dürfen nicht an der Leitung bzw. Verwaltung der Gesellschaft teilnehmen oder ihr Geschäft bzw. ihre Handlungen beeinflussen und haben keine Befugnis und kein Recht, auf die Geschäftsführung der Gesellschaft Einfluss zu nehmen oder daran teilzuhaben, sofern dies nicht durch das Gesetz von 1915 und/oder diese Satzung ausdrücklich vorgesehen ist, aber in diesem Fall jeweils in den Grenzen des Gesetzes von 1915.

Art. 15. Abberufung des Komplementärs.

(1) Der Komplementär kann ausschließlich aus wichtigem Grund (d.h. bei Betrug, grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlichem Fehlverhalten während der Ausübung seiner Pflichten gemäß dem Emissionsdokument oder der Satzung, der/die/das durch die Kammer des in Handelssachen zuständigen Bezirksgerichts (Tribunal d'arrondissement) festgestellt wurde und zu einem wesentlichen wirtschaftlichen Nachteil für die Gesellschaft geführt hat) durch einen Beschluss der Hauptversammlung abberufen und durch einen neuen Komplementär ersetzt werden. Der Beschluss wird wie folgt gefasst:

- Die Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn mindestens fünfzig Prozent (50 %) des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten sind.

- Der Beschluss gilt als gefasst, wenn mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen dafür votiert haben. Für einen wirksamen Beschluss über die Abberufung des Komplementärs ist dessen Zustimmung nicht erforderlich.

(2) Im Falle der Abberufung des Komplementärs wird die Hauptversammlung einen neuen Komplementär mittels eines Beschlusses ernennen, der in der Art und Weise zu fassen ist, die für Änderungen der Satzung gilt; die vorherige Zustimmung der CSSF ist hierfür erforderlich. Wird in der Hauptversammlung kein neuer Komplementär bestellt, führt der bisherige Komplementär die Gesellschaft so lange fort, bis ein neuer Komplementär bestellt wurde.

(3) Unmittelbar nach der Bestellung eines neuen Komplementärs wird der Komplementär seine Komplementäraktie auf den neu ernannten Komplementär übertragen. Der Übertragungspreis entspricht dabei dem Ausgabepreis der Komplementäraktie bei Auflegung der Gesellschaft.

(4) Im Falle einer Abberufung des Komplementärs werden die in der Satzung genannte Bezeichnung der Gesellschaft und der Name des Komplementärs unverzüglich durch einen von den Aktionären nach Maßgabe der Bestimmungen des Artikels 37 (1) zu fassenden Beschluss geändert, um der Abberufung des alten und der Bestellung eines neuen Komplementärs der Gesellschaft Rechnung zu tragen.

(5) Der abberufene Komplementär und dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter bleiben weiterhin Freistellungsberechtigte (wie in Artikel 24 beschrieben), jedoch ausschließlich im Hinblick auf alle Ansprüche, Verbindlichkeiten, Kosten und Aufwendungen, die im Zusammenhang mit ihrer entsprechenden Funktion entstanden sind und (i) sich auf Investitionen beziehen, die vor der Abberufung des abberufenen Komplementärs getätigt wurden; oder (ii) sich aus oder im Zusammenhang mit ihrer Tätigkeit innerhalb des Zeitraums vor dem Stichtag der Abberufung des Komplementärs als Komplementär der Gesellschaft ergeben oder anderweitig aus den Dienstleistungen des Komplementärs als Komplementär der Gesellschaft entstehen.

Art. 16. Unterschriftsbefugnis.

(1) Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern des Komplementärs verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Komplementär mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

(2) Kein Kommanditist darf die Gesellschaft nach außen vertreten.

Art. 17. Haftung der Aktionäre.

(1) In seiner Eigenschaft als Komplementär haftet der Komplementär unbegrenzt und gesamtschuldnerisch für alle Verbindlichkeiten und Verluste der Gesellschaft bzw. der betreffenden Teilfonds, die nicht aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen bedient werden können.

(2) Im Rahmen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung haften die Kommanditisten für die Verbindlichkeiten und Verluste der Gesellschaft nicht über ihre Einlage bzw. noch offene Kapitalzusage hinaus, solange sie nicht für die Gesellschaft handeln. Hiervon unberührt sind Handlungen in Ausübung ihrer Rechte als Kommanditisten der Gesellschaft.

Art. 18. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Komplementär kann jederzeit die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Geschäftszweckes und der Geschäftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Geschäftsführer des Komplementärs sein müssen, soweit sie in Luxemburg ansässig sind und

ausschließlich in Luxemburg tätig werden. Der Komplementär kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Geschäftsführer des Komplementärs sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Komplementär übertragenen Befugnisse haben. Die Kommanditisten können in dieser Weise ernannt werden, ohne ihre beschränkte Haftung nach dem Gesetz von 1915 zu verlieren, sofern sie in Ausübung ihres Auftrags ihre Bevollmächtigung anzeigen.

(2) Der Komplementär kann jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Geschäftsführern des Komplementärs und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Komplementär nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

(3) Der Komplementär kann insbesondere gemäß dem Gesetz von 2013 einen AIFM für die Gesellschaft bestellen, wie in Artikel 19 näher beschrieben.

(4) Der Komplementär kann außerdem spezielle notarielle oder privatschriftliche Vollmachten erteilen.

Art. 19. AIFM. Die Gesellschaft kann eine Verwaltungsgesellschaft als ihren externen Verwalter alternativer Investmentfonds bestellen oder selbst verwaltet im Sinne der AIFM-Richtlinie bleiben. Der externe AIFM wird unter der Aufsicht des Komplementärs die Gesellschaft und ihre Teilfonds in Einklang mit Emissionsdokument, Satzung und im Rahmen des anwendbaren Luxemburger Rechts, insbesondere dem Gesetz von 2007, dem Gesetz von 2013 und im ausschließlichen Interesse der Anleger verwalten. Der AIFM wird dabei im Rahmen der hier festgelegten Vorgaben alle Rechte, die direkt oder indirekt mit den Vermögenswerten der Teilfonds verbunden sind, wahrnehmen. Weitere Details zur Bestellung eines externen AIFM oder der Selbstverwaltung der Gesellschaft sind in dem Emissionsdokument niedergelegt.

Art. 20. Anlageausschuss. Für die einzelnen Teilfonds kann vom Komplementär in Abstimmung mit dem AIFM ein Anlageausschuss bestellt werden, der den AIFM hinsichtlich der Anlagetätigkeit berät. Er ist rein beratend tätig und besitzt selbst kein Initiativrecht bezüglich einzelner Anlage- oder Verkaufsentscheidungen. Eine Delegation von Anlage- bzw. Verkaufsentscheidungen (Vermögensverwaltung) durch den AIFM auf den Anlageausschuss im Sinne von Artikel 18 des Gesetzes von 2013 ist ausgeschlossen. Der Anlageausschuss nimmt nicht an der Verwaltung der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds teil.

Art. 21. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Der Komplementär hat umfassende Befugnisse, die Gesellschaft zu verwalten und zu führen. Er legt die Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen sowie die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Emissionsdokument festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen fest.

Art. 22. Kosten und Gebühren.

(1) Die Gesellschaft trägt alle Gründungskosten nebst Steuern, Abgaben und sonstigen Veröffentlichungskosten, gegebenenfalls begrenzt auf einen Höchstbetrag der im Emissionsdokument genannt wird, insbesondere

- Kosten der Erstellung des Emissionsdokuments;
- Kosten von Vertriebszulassungen;
- Kosten für Rechts- und Steuerberatung; und

- Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien.

Die von der Gesellschaft getragenen Gründungskosten können nach dem durch den Komplementär festgelegten Auflegungsdatum über einen Zeitraum von bis zu fünf (5) Jahren hinweg abgeschrieben werden. Die bei Auflegung der Gesellschaft entstehenden Kosten werden von den Gründungskosten gedeckt. Die Gründungskosten können im Falle der Auflage mehrerer Teilfonds zwischen den einzelnen aufgelegten Teilfonds wie im Emissionsdokument näher beschrieben verteilt werden.

(2) Managementgebühren

Die Gesellschaft zahlt dem AIFM die im Emissionsdokument aufgeführten Gebühren.

(3) Anlageberatungsgebühren

Die Gesellschaft trägt die im Emissionsdokument aufgeführten Gebühren für den Anlageberater, so wie im Emissionsdokument näher ausgeführt.

(4) Laufende Kosten

Die Gesellschaft trägt außerdem die folgenden Kosten:

- alle angemessenen Kosten und Auslagen für die Finanzierung und Refinanzierung für die Gesellschaft, die Tochtergesellschaften der Gesellschaft und deren Anlagen (einschließlich Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten), ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird;

- alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Identifizierung und der Due-Diligence potentieller Investitionen, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird;

- angemessene Auslagen für Rechts- und Steuerberatung, Buchhaltung und sonstige Auslagen im Zusammenhang mit den Transaktionen der Gesellschaft, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird;

- marktübliche Gebühren und Courtagen (insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, etwaige Performance Fees und Erfolgsgebühren), die an Dritte gezahlt werden;

- alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen, einschließlich Verwaltungsgebühren, Kosten, Auslagen und Bezüge des Komplementärs sowie von diesem zu zahlende Steuern, Gebühren der Verwah- und Zahlstelle, Kosten und Gebühren der Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Kosten und Gebühren der Register- und Transferstelle, Versicherungsleistungen für Vertreter der Gesellschaft sowie alle sonstigen Gebühren, die jeglichen Vertretern und Angestellten der Gesellschaft zu zahlen sind, sowie die Registrierungskosten, Kosten von Veröffentlichungen und Prospektdruck, der Jahresabschlüsse und anderer Dokumente, die den Aktionären verfügbar gemacht werden, Marketing- und Werbungsaufwendungen sowie grundsätzlich alle anderen im Zusammenhang mit der Verwaltung der Gesellschaft entstandenen Aufwendungen;

- die angemessenen Kosten für Berater und sonstige Fachleute, soweit nicht von den vorstehenden Regelungen erfasst.

(5) Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich gegebenenfalls anfallender Umsatzsteuer. Umsatzsteuern, Kapitalsteuern und sonstige ähnlichen Steuern und Abgaben sind von der Gesellschaft zu tragen.

Art. 23. Interessenkonflikte.

(1) Der Komplementär und der AIFM unterhalten angemessene und wirksame organisatorische und administrative Vorkehrungen zur Ergreifung aller angemessenen Maßnahmen zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten, um zu verhindern, dass diese den Interessen der Gesellschaft und der Kommanditisten schaden.

(2) Sofern ein Geschäftsführer des Komplementärs oder ein Verwaltungsratsmitglied des AIFM im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieser sein entgegengesetztes persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Geschäftsführers beziehungsweise Verwaltungsratsmitglieds der darauffolgenden Hauptversammlung berichtet. Diese vorgehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar auf Beschlüsse, welche tägliche Geschäfte, die zu normalen Bedingungen eingegangen wurden, betreffen.

(3) Falls ein Quorum wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Geschäftsführer oder Verwaltungsräte nicht erreicht werden kann, werden die gültigen Beschlüsse durch eine Mehrheit der Geschäftsführer oder Verwaltungsräte, welche bei einer solchen Sitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

(4) Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Verwaltungsräte ein persönliches Interesse hat/haben oder Geschäftsführer oder Verwaltungsräte, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Geschäftsführer oder Verwaltungsrat, der gleichzeitig Funktionen als Geschäftsführer, Verwaltungsrat oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrages oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Art. 24. Freistellung und Entschädigung. Die Gesellschaft wird aus ihrem Vermögen bzw. den Vermögen der betreffenden Teilfonds den Komplementär und dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter im Rahmen der gesetzlichen Regelungen für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter des Komplementärs oder aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht ihrerseits durch grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, entschädigen bzw. von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen.

Art. 25. Wirtschaftsprüfer.

(1) Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als "réviseurs d'entreprises agréé" qualifiziert sind und von der Hauptversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

(2) Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

Titel V. Hauptversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 26. Vertretung. Die Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen, die nicht gesetzlich oder durch diese Satzung dem Komplementär übertragen sind. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht und dieser Satzung stehen.

Art. 27. Hauptversammlung.

(1) Die ordentliche Hauptversammlung der Gesellschaft findet in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort in Luxemburg am ersten Dienstag im Monat Dezember um 11:00 Uhr Luxemburger Zeit statt. Falls an diesem Tag in Luxemburg die Banken nicht geöffnet sind, wird die ordentliche Hauptversammlung am vorhergehenden Bankarbeitstag abgehalten. Die ordentliche Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach dem Ermessen des Komplementärs außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

(2) Der Komplementär kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung andere Hauptversammlungen einberufen. Diese können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufung angegeben sind.

(3) Die vom Gesetz von 1915 festgesetzten Quoren und Benachrichtigungsfristen sind für die Durchführung einer Hauptversammlung maßgebend, sofern nichts anderes in dieser Satzung festgelegt ist.

(4) Die Hauptversammlungen werden vom Komplementär durch Ladungen, welche die Tagesordnung beinhalten, einberufen. Die Einberufung erfolgt per Einschreiben und mindestens acht (8) Kalendertage vor der Hauptversammlung. Die Tagesordnung wird von dem Komplementär vorbereitet.

(5) Falls alle Aktionäre bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung Kenntnis zu haben, kann diese ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

(6) Die Geschäfte, die bei einer Hauptversammlung zu behandeln sind, beschränken sich auf die Angelegenheiten, welche in der Tagesordnung festgesetzt sind (welche sämtliche Angelegenheiten beinhalten muss, die vom Gesetz vorgeschrieben sind), sowie auf die Angelegenheiten, welche im Zusammenhang mit der Tagesordnung aufkommen, es sei denn, alle Aktionäre einigen sich auf eine andere Tagesordnung.

(7) Der Komplementär kann alle anderen Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

(8) Der Komplementär oder eine von ihm bestellte Person führt den Vorsitz. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer bestellen. Die Hauptversammlung wählt einen Stimmzähler.

(9) Über die Hauptversammlung wird ein Protokoll gefertigt, das vom Vorsitzenden unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge, die im Rahmen von Gerichtsverfahren oder anderen Verfahren vorgelegt werden sollen, sind von der Geschäftsführung des Komplementärs in vertretungsberechtigter Anzahl zu unterzeichnen.

(10) Die Hauptversammlung ist zuständig für die folgenden Entscheidungen, jeweils im Einklang mit den Regelungen der Satzung:

- Änderungen der Satzung;
- Entlastung des Komplementärs;
- Abberufung des Komplementärs aus wichtigem Grund;
- die Bestellung des Wirtschaftsprüfers;
- Beschlüsse über die Jahresabschlüsse;
- die Gewinnverwendung;
- die Auflösung, Verschmelzung oder Liquidation der Gesellschaft.

Art. 28. Anwesenheit und Mehrheitserfordernisse.

(1) Alle Aktionäre haben das Recht auf Teilnahme an allen Hauptversammlungen; alle Aktionäre haben ein Rederecht auf den Hauptversammlungen.

(2) Ein Aktionär kann sich bei der Hauptversammlung durch eine andere Person vertreten lassen (welche nicht Aktionäre zu sein braucht und welche ein Geschäftsführer des Komplementärs sein kann). Die dazu ausgestellte Vollmacht kann in Schriftform oder in Form eines Telegramms, Telekopie, E-Mail oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel erteilt werden.

(3) Die Aktionäre können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Hauptversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen.

(4) Jede Aktie berechtigt unabhängig vom Nettoinventarwert je Aktie innerhalb einer Aktienklasse zu einer Stimme.

(5) Beschlüsse der Hauptversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig von der Anzahl der durch die anwesenden oder vertretenen Aktionäre gehaltenen Aktien. Die Beschlüsse der Hauptversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre.

(6) Soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, erfordert jeder Beschluss der Hauptversammlung die Zustimmung des Komplementärs, um wirksam zu werden. Dies gilt nicht für Beschlüsse nach Artikel 15 (1).

Art. 29. Hauptversammlungen eines Teilfonds oder einer Aktienklasse.

(1) Die Aktionäre eines Teilfonds und/oder einer Aktienklasse können jederzeit Hauptversammlungen abhalten, um über Themen zu beraten, die nur diesen Teilfonds und/oder diese Aktienklasse betreffen.

(2) Die Regeln der Artikel 27 und 28 gelten für diese Hauptversammlungen mutatis mutandis.

(3) Beschlüsse, die die Rechte der Aktionäre eines anderen Teilfonds und/oder einer anderen Aktienklasse betreffen, bedürfen zu ihrer Wirksamkeit auch der Zustimmung der Hauptversammlung des betreffenden Teilfonds und/oder der betreffenden anderen Aktienklasse.

Art. 30. Geschäftsjahr.

(1) Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am heutigen Tage und endet am 30. Juni 2016. Der erste Jahresbericht wird zum 30. Juni 2016 erstellt.

(2) Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und können auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg, sofern gesetzlich vorgeschrieben, auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung der direkten oder indirekten Tochtergesellschaften aufgestellt werden.

Art. 31. Ausschüttungen.

(1) Der Komplementär, in Abstimmung mit dem AIFM, schlägt der ordentlichen Hauptversammlung vor, ob, in welcher Höhe und zu welchem Zeitpunkt eine Ausschüttung erfolgt. Der Komplementär ist an die diesbezügliche Entscheidung der ordentlichen Hauptversammlung gebunden.

(2) Sofern eine Ausschüttung erfolgt, darf das Mindestkapital der Gesellschaft 1.250.000,- Euro nicht unterschreiten.

(3) Der Komplementär kann außerdem in Abstimmung mit dem AIFM und unter Berücksichtigung des vorstehenden Absatzes 2 jederzeit Zwischenausschüttungen vornehmen.

(4) Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Register angegebene Bankverbindung gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Komplementär festgelegten Zeitpunkt in der Gesellschaftswährung als Geldleistung. Der Komplementär kann Sachausschüttungen an einen oder mehrere Kommanditisten vornehmen, vorbehaltlich der Einhaltung des Prinzips der Gleichbehandlung von Kommanditisten, der entsprechenden luxemburgischen Rechtsvorschriften, die unter anderem ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer voraussetzen, und der Zustimmung der jeweiligen Kommanditisten. Die Kosten und Aufwendungen für solche Sachausschüttungen werden von den jeweiligen Kommanditisten getragen. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft zurück.

(5) Auf Ausschüttungen, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

(6) Ausschüttungen können gemäß Artikel 9 dieser Satzung alternativ auch durch Rückkauf von Aktien erfolgen.

(7) Die einzelnen Regelungen über Ausschüttungen ergeben sich aus dem Emissionsdokument und dem betreffenden Teilfondsanhang.

Titel VI. Schlussbestimmungen

Art. 32. Verwahrstelle.

(1) Die Gesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Verwahrstellenvertrag mit einem gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Kreditinstitut abschließen.

(2) Die Verwahrstelle ist verantwortlich für die Verwahrung bzw. Überwachung der Vermögenswerte der Gesellschaft und unterliegt den Pflichten, die sich aus dem Verwahrstellenvertrag, Teil II des Gesetzes von 2007, dem Gesetz von 2013 und den einschlägigen Rundschreiben der zuständigen Luxemburger Aufsichtsbehörde ergeben.

Die Verwahrstelle stellt sicher, dass die Cashflows der Gesellschaft effektiv und ordnungsgemäß überwacht werden und gewährleistet darüber hinaus:

- dass der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Aufhebung von Aktien gemäß den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts sowie der Satzung erfolgen;

- dass die Berechnung des Wertes der Aktien nach den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts sowie der Satzung erfolgt;

- dass die Weisungen des AIFM ausgeführt werden, es sei denn, diese verstoßen gegen geltende Vorschriften des Luxemburger Rechts oder die Satzung;

- dass bei Transaktionen mit Vermögenswerten der Gesellschaft der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen an die Gesellschaft überwiesen wird; und

- dass die Erträge der Gesellschaft gemäß den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts und der Satzung verwendet werden.

(3) Den Regelungen des Verwahrstellenvertrags, des Gesetzes von 2013 sowie Teil II des Gesetzes von 2007 entsprechend kann die Verwahrstelle unter bestimmten Voraussetzungen und im Rahmen einer effektiven und ordnungsgemäßen Pflichterfüllung, die Verwahrung von Finanzinstrumenten ganz oder teilweise an Dritte übertragen. Bei der Auswahl und Bestellung eines Dritten gewährleistet die Verwahrstelle, dass sie mit der gemäß dem Gesetz von 2013 gebotenen Sachkenntnis, Sorgfalt und Gewissenhaftigkeit vorgegangen ist und die Vermögenswerte der Gesellschaft nur an solche Dritte überträgt, die über einen den Anforderungen des Gesetzes von 2013 entsprechenden Sicherheitsstandard verfügen. Die Haftung der Verwahrstelle, wie nachfolgend beschrieben, wird von einer solchen Übertragung nicht berührt.

(4) Die Verwahrstelle wird auch die Funktion der Zahlstelle der Gesellschaft wahrnehmen.

(5) Die Verwahrstelle hat Anspruch auf die im Emissionsdokument dargestellte Vergütung zuzüglich Auslagen und Spesen.

(6) Die Verwahrstelle haftet gegenüber der Gesellschaft oder gegenüber Kommanditisten für das Abhandenkommen von Finanzinstrumenten durch die Verwahrstelle oder durch einen Dritten, dem die Verwahrung von Finanzinstrumenten übertragen wurde, entsprechend den Vorschriften des Gesetzes von 2013. Die Verwahrstelle haftet gegenüber der Gesellschaft oder den Kommanditisten auch für sämtliche sonstigen Verluste, welche diese infolge einer von der Verwahrstelle fahrlässig oder vorsätzlich verursachten Nichterfüllung ihrer Verpflichtungen gemäß dem Gesetz von 2013 erleiden. Die Verwahrstelle kann sich nur in den gesetzlich vorgesehenen Fällen enthaften.

Art. 33. Auflösung.

(1) Die Gesellschaft wird vorbehaltlich der nachstehenden Regelungen für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

(2) Das Ableben oder die Auflösung eines Aktionärs hat nicht die automatische Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

(3) Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst im Falle des rechtlichen Unvermögens, der Auflösung, des Rücktritts oder Ausscheidens, der Insolvenz oder des Bankrotts des Komplementärs oder falls der Komplementär aus anderen rechtlichen Gründen nicht mehr fähig ist, für die Gesellschaft zu handeln. Auch die Übertragung des Aktie des Komplementärs führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft. In den in diesem Absatz aufgezählten Fällen der Handlungsunfähigkeit des Komplementärs wird die Hauptversammlung nach dem in Artikel 15 (1) vorgegebenen Verfahren einen neuen Komplementär bestimmen, vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF.

(4) Die Gesellschaft wird aufgelöst, wenn sie nicht wenigstens einen Komplementär und einen Kommanditisten hat, die voneinander verschieden sind.

(5) Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit auf Vorschlag des Komplementärs durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich der Quorums- und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 37 dieser Satzung aufgelöst werden.

(6) Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von 1.250.000,- Euro fällt, so hat der Komplementär der Hauptversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Hauptversammlung, auf der es kein Anwesenheitsquorum gibt, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Hauptversammlung vertretenen Aktien. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Hauptversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien, ohne dass ein Anwesenheitsquorum besteht. Die Hauptversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von vierzig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

Art. 34. Liquidation.

(1) Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt. Die Hauptversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest, vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF.

(2) Das Vermögen der Gesellschaft wird bei Auflösung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden bar ausgezahlt. Eine Sachauskehrung findet nur mit Zustimmung des betreffenden Kommanditisten statt.

Art. 35. Auflösung von Teilfonds oder Aktienklassen. Ein Teilfonds oder eine Aktienklasse kann nur durch den Komplementär aufgelöst werden.

Art. 36. Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen.

(1) Mehrere Teilfonds oder Aktienklassen können zum Ende eines Geschäftsjahres oder zu einem anderen vom Komplementär nach seinem Ermessen festzulegenden Zeitpunkt verschmolzen werden.

(2) Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds und/oder einer oder mehrerer Aktienklassen gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds oder einer bestehenden oder neu aufgelegten Aktienklasse getauscht werden. Die Ausgabe der Aktien des Teilfonds und/oder der Aktienklasse, in den und/oder die getauscht werden soll, erfolgt gegen Rückgabe der Aktien an dem/den zu tauschenden Teilfonds und/oder der/den zu tauschenden Aktienklasse(n) und Einbringung des Nettovermögens des/der zu tauschenden Teilfonds und/oder der zu tauschenden Aktienklasse(n) in das Nettovermögen des Teilfonds und/oder der Aktienklasse, in den und/oder die getauscht werden soll. Der Umtauschpreis wird am Umtauschtag bestimmt und basiert auf den Nettoinventarwerten der Aktien des abgebenden Teilfonds oder der abgebenden Aktienklasse sowie des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse am Umtauschtag. Maßgeblich für die Berechnung aller vom Umtausch betroffenen Nettoinventarwerte sind die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse.

(3) Die Verschmelzung eines Teilfonds der Gesellschaft mit einer anderen Luxemburger société d'investissement à capital variable oder einem Luxemburger fonds commun de placement oder einem Teilfonds einer solchen société d'investissement à capital variable oder eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Gesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen vom Komplementär beschlossen werden. Aktionäre können in einem solchen Fall vor der Verschmelzung ihre Aktien an die Gesellschaft zurückgeben.

Art. 37. Änderungen der Satzung.

(1) Diese Satzung kann auf einer Hauptversammlung unter Einhaltung der folgenden Regelungen geändert oder ergänzt werden:

- Die Beschlussfähigkeit ist gegeben, wenn mindestens fünfzig Prozent (50 %) des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten sind. Wird eine entsprechende Beschlussfähigkeit nicht erreicht, wird eine zweite Hauptversammlung einberufen, die ungeachtet des dort vertretenen Anteils des Gesellschaftskapitals wirksam Beschlüsse fassen kann.

- Für beide Versammlungen gilt: Der Beschluss gilt als gefasst, wenn mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen dafür votiert hat. Für einen wirksamen Beschluss über die Abberufung des alten und der Bestellung eines neuen Komplementärs ist dessen Zustimmung nicht erforderlich.

(2) Soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, erfordert der Beschluss der Hauptversammlung die Zustimmung des Komplementärs, um wirksam zu werden.

(3) Änderungen dieser Satzung, die die Rechte der Aktionäre einer Aktienklasse gegenüber den Rechten der Aktionäre einer anderen Aktienklasse betreffen, bedürfen zu ihrer Wirksamkeit auch der einstimmigen Zustimmung der Aktionäre der betreffenden Aktienklasse.

Art. 38. Anwendbares Recht und Gerichtsbarkeit.

(1) Auf diese Satzung und ihre Auslegung findet das Recht des Großherzogtums Luxemburg Anwendung.

(2) Für Rechtsstreitigkeiten, welche im Zusammenhang mit dieser Satzung entstehen können, sind die Gerichte von Luxemburg-Stadt ausschließlich zuständig.

Zeichnung

Nachdem die Satzung somit erstellt wurde, zeichnen die erschienenen Parteien wie folgt:

Aktionär	Gezeichnetes Kapital	Anzahl der Aktien	Eingezahlter Betrag
HI-Management S.à r.l., zuvor benannt	EUR 1,-	1 Aktie	EUR 1,-
Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services, zuvor benannt	EUR 30.999,-	30 999 Aktien	EUR 30.999,-
Gesamtanzahl der Aktien:	EUR 31.000,-	31 000 Aktien	EUR 31.000,-

Die Aktien werden nach der Gründung dem ersten Teilfonds der Gesellschaft zugeordnet.

Die Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der eingezahlte Betrag jetzt der Gesellschaft frei zur Verfügung steht.

Der Nachweis für diese Zahlungen wurde dem unterzeichneten Notar erbracht, welcher erklärt, dass die Voraussetzungen von Artikel 26, 26-3, 26-5 und Artikel 103 des Gesetzes von 1915 gewahrt wurden.

Geschätzte Kosten

Die Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 3.500,- geschätzt.

Übergangsbestimmungen

(1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 30. Juni 2016.

(2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahr 2016 statt.

Beschlüsse

Die vorstehend genannten Aktionäre, die alle Stimmrechte der Gesellschaft vertreten, halten sofort eine Hauptversammlung ab.

Nach Verwerfung aller Einberufungsmodalitäten, haben die Parteien nachstehende Beschlüsse einstimmig gefasst:

- Zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft wird PricewaterhouseCoopers, société coopérative, mit Geschäftssitz in 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 65477, ernannt. Der Wirtschaftsprüfer bleibt im Amt bis zu der Hauptversammlung der Gesellschaft, die über das Geschäftsjahr entscheidet, das am 30. Juni 2016 endet.

- Sitz der Gesellschaft ist 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg.

Woraufhin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar aufgenommen wurde.

Nachdem die Urkunde den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Parteien vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. EGRY und D. KOLBACH.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 12 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/35683. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 18. November 2015.

Référence de publication: 2015186380/910.

(150208610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

ESD Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.500,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 174.123.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 2 novembre 2015

L'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- Nomination de Monsieur Joshua Stone, né le 28 juillet 1985, à New York, États-Unis, demeurant professionnellement au 23, rue Aldringen L-1118 Luxembourg, en qualité de gérant de la Société avec effet au 2 novembre 2015 et pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Jason Howard, démissionnaire.

Le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- Stefan Holmér
- Karl Heinz Horrer
- M Joshua Stone

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2015.

Pour ESD Investments S.à.r.l.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2015186292/23.

(150208070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

PHF Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 174.307.

In the year two thousand and fifteen, on the third day of the month of November;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

PHF Lux I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 174306 and having its registered office at 60 Grand Rue, L-1660 Luxembourg,

here represented by Me David DE PASQUALE, attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; said proxy after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has declared and requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole member (the "Sole Member") of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of "PHF Lux II S.à r.l.", (the "Company"), with registered office at 60, Grand Rue, L- 1660 Luxembourg, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 174307, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 14 December 2012, published on 6 March 2013 in volume C - number 550 of the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"). The Company's articles of association were last amended on 25 March 2013 pursuant to a deed of Me Joseph Elvinger, notary then residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of the undersigned notary, published on 19 June 2013 in volume C - number 1449 of the Mémorial.

- The agenda is as follows:

1. Elimination of the distinction between category A and category B managers of the Company.
2. Amendment of article 8 of the articles of association of the Company as a consequence of agenda item 1.
3. Confirmation of the appointment of the existing managers of the Company.
4. Miscellaneous.

The Sole Member then passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Member decides to eliminate the distinction between category A and category B managers of the Company with immediate effect.

Second resolution

In order to reflect the first resolution, the Sole Member decides to amend article 8 of the articles of association of the Company to read as follows:

“The Company is managed by one or more managers appointed and revoked, ad nutum, by the sole member or, as the case may be, the members. The managers constitute the Board. The Board may choose from among its managers a chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the Board. The Board shall meet upon call by the chairman, at the registered office of the Company or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the Board, but in his absence, the Board may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by all the managers present or represented by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a Board meeting to be held at a time determined in a prior resolution adopted by the Board.

Managers may approve by unanimous vote a circular resolution by expressing their consent to one or several separate instruments in writing or by telegram, telex, electronic mail or telefax confirmed in writing which shall all together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or by the chairman pro tempore or by any two managers. Copies or extracts of resolutions or minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the sole manager or the chairman or the chairman pro tempore or any two managers or any person duly appointed to that effect by the sole manager or the Board.

The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented by virtue of a proxy, which may be given by letter, telegram, telex, electronic mail or telefax to another manager or to a third party.

Resolutions shall require a majority vote. One or more managers may participate in a Board meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The Board meeting held by such means of communication is considered as having been held at the registered office of the Company.

The manager(s) is/are appointed for an unlimited duration and is/are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties.

The Company will be bound by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the joint signature of any two managers.

The manager(s) is/are authorized to distribute interim dividends in accordance with the provisions of the Luxembourg law dated 10 August 195 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”).

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. As simple authorised agents they are responsible only for the execution of their mandate.”

Third resolution

The Sole Member resolves to confirm the mandates of the existing category A and category B managers of the Company as managers of the Company, without reference to a category of managers, for an unlimited period of time.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed have been estimated at about one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le troisième jour du mois de novembre;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg);

A COMPARU:

PHF Lux I S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174306 et ayant son siège social au 60, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg,

ici représentée par Maître David DE PASQUALE, avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

- Laquelle partie comparante est l'associé unique (l' "Associé Unique") de la société à responsabilité limitée existant sous le nom de "PHF Lux II S.à r.l.", (la "Société"), avec siège social au 60, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174307, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 14 décembre 2012, publié le 6 mars 2013 au volume C - numéro 550 du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par Me Joseph ELVINGER, notaire alors de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement du notaire instrumentant, en date du 25 mars 2013, publié le 19 juin 2013 au volume C - numéro 1449 du Mémorial.

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. La suppression de la distinction par catégorie des gérants de la Société.
2. La modification de l'article 8 des statuts de la Société en conséquence de la suppression des catégories des gérants de la Société.
3. La confirmation de la nomination des gérants actuels de la Société.
4. Divers.

L'Associé Unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de supprimer la distinction entre les gérants de la classe A et ceux de la classe B de la Société avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Afin de refléter ce qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société et de lui donner la teneur suivante:

"La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués, ad nutum, par l'associé unique ou, selon le cas, les associés. Les gérants constitueront le Conseil. Le Conseil peut choisir parmi les gérants un président. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, qui sera responsable pour tenir les minutes du Conseil. Le Conseil se réunira sur appel du président, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans la convocation. Le président présidera toutes les réunions du Conseil, mais en son absence le Conseil peut nommer un autre gérant comme président pro tempore par un vote de la majorité présente à cette réunion.

Une convocation écrite de toute réunion du Conseil doit être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance de la date prévue pour la réunion, excepté en cas d'urgence, auquel cas la nature et les raisons de cette urgence seront mentionnées dans la convocation. Il peut être renoncé à cette convocation par l'accord écrit de tous les gérants par câble, télégramme, télex ou fax, e-mail ou tout autre moyen de communication. Une convocation séparée ne sera pas requise pour une réunion du Conseil à tenir à une date déterminée dans une précédente décision adoptée par le Conseil.

Les gérants peuvent approuver à l'unanimité une décision prise par voie circulaire en exprimant leur vote sur un ou plusieurs documents écrits ou par télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie confirmés par écrit qui constitueront dans leur ensemble les procès-verbaux propres à certifier une telle décision.

Les minutes de toute réunion du Conseil seront signées par le président ou par le président pro tempore ou par deux gérants. Des copies ou extraits de résolutions ou minutes en vue de leur production en justice ou autrement seront signées par le gérant unique ou par le président ou président pro tempore ou par deux gérants ou par toute autre personne dûment nommée à cet effet par le gérant unique ou par le Conseil.

Le Conseil ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée en vertu d'une procuration, qui peut être donnée par écrit, télégramme, télex, courrier électronique ou télécopie à un autre gérant ou à un tiers.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix. Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion. Une réunion du Conseil tenue par ces moyens sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) pour une durée indéterminée et est/ sont investi(s) dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique ou, en cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

Le(s) gérant(s) est/sont autorisé(s) à distribuer des dividendes intermédiaires moyennant le respect des dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales elle que modifiée (la "Loi de 1915").

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat."

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de reconduire les mandats des gérants actuels de classe A et de classe B de la Société en tant que gérants de la Société, sans aucune référence à une classe de gérants, pour une durée indéterminée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cet acte, s'élève à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, le mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: D. DE PASQUALE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 5 novembre 2015. 2LAC/2015/24951. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 10 novembre 2015.

Référence de publication: 2015183296/166.

(150204336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2015.

Aida S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 60.114.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale, réunie le 20 novembre 2015, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée décide d'établir le siège social à l'adresse au 33 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

2. L'Assemblée décide de nommer:

- Monsieur Gustave VOGEL, né 10.06.1948 à Dudelange, demeurant professionnellement au 33 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur-délégué pour une durée de 6 (six) ans venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale annuelle de 2021.

- Monsieur Denis DADASHEV, né 01.04.1974 à Saratov (Russie), demeurant professionnellement au 33 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur pour une durée de 6 (six) ans venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale annuelle de 2021.

- Madame Rita JUNKER, née 15.12.1949 à Lorenzweiler, demeurant professionnellement au 33 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur pour une durée de 6 (six) ans venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale annuelle de 2021.

- La société EUROTRUST S.A., B 86.381, avec siège social au 33 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, aux fonctions de commissaire aux comptes pour une durée de 6 (six) ans venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale annuelle de 2021.

Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Pour extrait conforme

Monsieur Denis DADASHEV

Scrutateur de l'Assemblée

Référence de publication: 2015188247/27.

(150210489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2015.

Siamstores S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7526 Mersch, 1-3, Um Mierscherbiérg.

R.C.S. Luxembourg B 65.244.

L'an deux mille quinze, le vingt-neuf octobre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'EST REUNIE

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «SIAMSTORES S.A.» une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-1922 Luxembourg, 2-4, rue Auguste Laval, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65244, constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, notaire alors de résidence à Petange, en date du 26 juin 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 682, du 23 septembre 1998.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri GEISEN, demeurant à L-7460 Prettingen, 23, rue du Knapp (ci-après le «Président»).

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Danièle GEISEN, demeurant à L-7460 Prettingen, 23, rue du Knapp,

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour (ci-après l'«Ordre du jour»):

- Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- Transfert du siège social de L-1922 Luxembourg, 2-4, rue Auguste Laval à L-7526 Mersch, 1-3 Um Mierscherbiérg et modification conséquente de l'article 1^{er} des statuts,
- Modification de l'article 1^{er} des statuts de la Société, relatif au transfert du siège social pour le mettre en conformité avec les dispositions légales;
- Modification de l'article 3 des statuts pour le mettre en conformité avec les résolutions de l'assemblée générale ordinaire du 5 juin 2001, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 660 du 27 avril 2002,
- Modification des articles 4 et 6 des statuts afin de les adapter à l'actionnariat unique,
- Modification de l'article 10 des statuts relatif à l'exercice social,
- Modification de l'article 11 des statuts relatif à la tenue de l'assemblée générale annuelle.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut dès lors délibérer valablement sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

Le scrutateur informe que toutes les actions présentes ou représentées sont nominatives.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, celle-ci décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-1922 Luxembourg, 2-4, rue Auguste Laval à L-7526 Mersch, 1-3 Um Mierscherbiërg, et de modifier en conséquence l'article 1^{er} des statuts.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 1^{er} des statuts de la Société, relatif au transfert du siège social.

A compter de ce jour, en tenant compte de la première résolution, l'article 1^{er} prendra la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SIAMSTORES S.A.

Le siège social est établi dans la commune de Mersch.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

La durée est illimitée.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 3 des statuts pour le mettre en conformité avec les résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 5 juin 2001, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 660 du 27 avril 2002, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (Eur 30.986,69), divisé en mille (1.000) actions, sans désignation de valeur nominale.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut racheter ses propres actions avec l'autorisation de l'assemblée générale suivant les conditions fixées par la loi.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 4 et 6 des statuts afin de les adapter à l'actionnariat unique.

En conséquence de ce qui précède, les articles 4 et 6 des statuts auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non qui élit un président en son sein.

Toutefois, lorsque à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs sont rééligibles.»

« **Art. 6.** Le Conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un administrateur, directeur, gérant ou autre agent.

La société se trouve engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs.»

Sixième résolution

L'assemblée décide par ailleurs de modifier l'article 9 des statuts, relatif à l'exercice social.

Par conséquent, à compter de ce jour, l'article 9 prendra la teneur suivante:

« **Art. 9.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.»

Septième résolution

L'assemblée décide par ailleurs de modifier l'article 11 des statuts, relatif à la tenue de l'assemblée générale annuelle.

Par conséquent, à compter de ce jour, l'article 11 prendra la teneur suivante:

« **Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le premier lundi du mois de juin à 11.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.»

Réunion du conseil d'administration

Ensuite, les membres du conseil d'administration, savoir Monsieur Henri GEISEN Madame Danièle GEISEN et Monsieur Carlo GRUTZMACHER, tous présents, ont nommé à l'unanimité, en conformité des pouvoirs leur conférés par les

actionnaires, pour une période indéterminée, Monsieur Henri GEISEN, commerçant, né à Luxembourg, le 23 décembre 1937, demeurant à L-7460 Prettingen, 23, rue du Knapp, au mandat d'administrateur-délégué.

Plus rien n'étant à l'Ordre du jour la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Beringen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, qualités et demeures, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H. GEISEN, D. GEISEN, C. GRUTMACHER, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 novembre 2015. Relation: 2LAC/2015/24643. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Beringen, le 05 novembre 2015.

Référence de publication: 2015183403/111.

(150203873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2015.

ESI Energy Systems International, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 135.402.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 29 octobre 2015, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme ESI ENERGY SYSTEMS INTERNATIONAL S.A., dont le siège social à L-5444 Schengen, 5, rue Baachergaass, a été dénoncé en date du 4 février 2010, et a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme

Julie Zens

Le liquidateur

Référence de publication: 2015186293/15.

(150208314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Golden Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.

R.C.S. Luxembourg B 131.293.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 13 octobre 2015 que:

Monsieur Mark VRIJHOEF a démissionné de son poste d'administrateur

Monsieur Etienne BIREN a démissionné de son poste d'administrateur

Madame Valérie PECHON a démissionné de son poste d'administrateur

La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a démissionné de son poste de commissaire aux comptes

Sont nommés administrateurs:

Monsieur Yves SCHMIT, comptable né à Eschs/Alzette le 14 mars 1972, demeurant professionnellement 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg

Madame Carine BITTLER, comptable, née à Horgenzell (Allemagne) le 10 octobre 1949, demeurant professionnellement 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg

Monsieur André HARPES, avocat, né à Luxembourg le 17 mars 1960, demeurant professionnellement 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg

Comptabilux S.A. R.C.S. B 87 204 ayant son siège 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg est nommé commissaire aux comptes

L'ensemble des mandats prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021

Le siège social est transféré du 13-15, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg au 3, rue de la Loge L-1945 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2015188510/27.

(150211139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2015.

EURO-MATériaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7240 Bereldange, 87, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 30.051.

Lors de la réunion du Conseil d'Administration en date du 28 octobre 2015 à Luxembourg, le Conseil d'Administration a décidé de confirmer la nomination de M. Gerrit Rademaker en tant que Directeur comme suit:

Délégué à la gestion journalière: M. Gerrit RADEMAKER

Né le 26 mai 1960 à Baarn (NL)

Adresse professionnelle: EURO-MATériaux S.A.

87, route de Luxembourg

L-7240 BERELDANGE

Date de nomination: 26 octobre 2015

Durée du mandat: indéterminée

Fonction: Directeur

Référence de publication: 2015186298/17.

(150207948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

European Hotel Venture S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 138.271.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des décisions prises par les associés de la Société lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 17 novembre 2015:

- clôture de la liquidation volontaire de la Société avec effet immédiat;
- conservation des livres et documents de la Société au 21 boulevard Grande-Duchesse Charlotte; L-1331 Luxembourg pendant 5 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European Hotel Venture S.C.A. (en liquidation)

Référence de publication: 2015186301/15.

(150208466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Foresight VCT (Lux) 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 120.000,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 161.412.

Extrait des résolutions des associés de la Société

Il résulte des décisions prises par les associés lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société tenue en date du 2 Avril 2015 qui ont été acceptées:

- le renouvellement du mandat de Madame Vania Baravini, née le 21/05/1964 à Esch-Sur-Alzette à Luxembourg et résidant professionnellement au 5, Place du théâtre, L - 2613 Luxembourg, en tant que gérant de Catégorie B de la Société pour une durée déterminée avec effet à partir du 2 avril 2015 jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016;

- le renouvellement du mandat de Monsieur Marco Claus, né le 12/04/1960 à Biella en Italie et résidant professionnellement au 2/4, rue Beck, L - 1222 Luxembourg, en tant que gérant de Catégorie B de la Société pour une durée déterminée avec effet à partir du 2 avril 2015 jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2016;

- pour Elizabeth Verwaltung S.à r.l. l'organe est modifié: Conseil de gérance au lieu de Conseil de Gérance.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Mandataire

Référence de publication: 2015187714/22.

(150209665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Blue Skies S.a.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 79.026.

Notification du changement d'adresse du siège social:

- Le siège de la société a été transféré au Building Serenity- Bloc A, 19-21 Route d'Arlon, L-8009 Strassen avec effet au 19 octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015187563/10.

(150210328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Bluefin Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 117.278.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale du 3 Novembre 2015, accepte, à compter du 31 août 2015, la démission d'un administrateur, à savoir:

- Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, administrateur, né le 30 août 1955 à Eindhoven (Pays-Bas), domicilié professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 3 Novembre 2015, de nommer un administrateur, à savoir:

- Madame Emilie GALLAIS, administrateur, née le 03 mai 1978 à Coutances (France), domiciliée professionnellement au 50 rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

La société Zimmer & Partners S.A. est domiciliée professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015187565/19.

(150210020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

BNP Paribas L1, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 32.327.

EXTRAIT

Suite à une résolution circulaire datée du 29 juin 2015, le Conseil d'Administration de la Société a pris note:

- de la démission de Monsieur Vincent CAMERLYNCK de son poste de membre du Conseil d'Administration avec effet au 31 juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

BNP PARIBAS L1

Référence de publication: 2015187567/14.

(150209423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Canteloup Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.876.

Veuillez prendre note que suite au contrat de cession de parts sociales du 11 novembre 2015, l'actionnaire unique, la société AMR Holdings SPE, a transféré ses 50.000 parts sociales à la société à responsabilité limitée Playa Puerto Vallarta

Resort B.V., ayant son siège social à Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, Pays-Bas, et enregistrée auprès de la Chambre de Commerce des Pays-Bas sous le numéro 60715537.

Nouvelle situation:

Playa Puerto Vallarta Resort B.V. 50,000 parts sociales

Luxembourg, le 17 novembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Canteloup Holdings

Un mandataire

Référence de publication: 2015187581/17.

(150209675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Caulus Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 147.443.

—
EXTRAIT

En date du 22 septembre 2015, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Virginia Strelen, en tant que gérant, est constatée avec effet au 22 septembre 2015;

- La nomination de Salvatore Rosato, en tant que gérant; avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est acceptée avec effet au 22 septembre 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 22 septembre 2015.

Référence de publication: 2015187586/15.

(150209485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Clinique Privée du Dr. E. Bohler, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 5, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.247.

—
Les fonctions du Dr Philippe TURK en tant que Directeur général adjoint et membre du Comité de Direction de Clinique privée du Dr. E. Bohler ont pris fin avec effet au 9 juillet 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015187594/12.

(150210023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Consdorf Adjacent Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5c, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 199.017.

—
Afin de mettre à jour les données déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, veuillez noter que l'adresse de la Société est 5c Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg (au lieu de 5 Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015187596/12.

(150210108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Consdorf Adjacent Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5c, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 199.071.

Afin de mettre à jour les données déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, veuillez noter que l'adresse de la Société est 5c Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg (au lieu de 5 Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015187597/12.

(150210107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

Forsfortuna S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 201.517.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-six octobre.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

M. Elazar MESSAOUD KHELOUF, chef d'entreprise, né à Saint-Etienne, le 28 janvier 1972, résidant au 20, rue Rambert Faure, 42290 Sorbiers, France, et

M. Eric FONS, ingénieur, né à Paris, le 25 avril 1980, résidant au 12, rue Lanterne, 69001 Lyon, France,

Les parties comparantes ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles constituent par la présente:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est "Forsfortuna S.à r.l." (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. Elle pourra également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société

qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société pourra employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra réaliser toutes opérations liées à la conception, le développement et l'exportation de sites internet. La Société pourra aussi réaliser des activités de recherche, de développement et d'octroi de licences de logiciels et pourra aussi réaliser des activités de recherche et développement et d'octroi de licences de logiciels développés par des tiers. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.5. La Société pourra d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui sembleront nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut (peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature seule de tout gérant, ou les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Dans un tel cas, chaque associé doit donner son vote par écrit. Si elles sont adoptées, les Résolutions Circulaires des Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2015.

Souscription et Libération

La souscription des parts de la Société se répartie comme suit:

M. Elazar MESSAOUD KHELOUF, prénommé, souscrit six mille trois cent soixante-quinze (6.375) parts sociales représentant cinquante et un pourcents (51%) des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales du capital social de la Société et les libère par un apport en numéraire de la somme de six mille trois cent soixante-quinze euros (EUR 6.375,-).

M. Eric FONS, prénommé, souscrit six mille cent vingt-cinq (6.125) parts sociales représentant quarante-neuf pourcents (49%) des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales du capital social de la Société et les libère par un apport en numéraire de la somme de six mille cent vingt-cinq euros (EUR 6.125,-).

Le montant de douze mille cinq cents Euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à 1.500,- euros.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

a.- M. Eric FONS, né à Paris, le 25 avril 1980, résidant au 12, rue Lanterne, 69001 Lyon, France, comme gérant de catégorie B de la Société.

b.- M. Elazar MESSAOUD KHELOUF, né à Saint-Etienne, le 28 janvier 1972, résidant au 20, rue Rambert Faure, 42290 Sorbiers, France comme gérant de catégorie A de la Société.

2. Le siège social de la Société est établi au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux parties comparantes, celles-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Messaoud Khelouf, Fons, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 octobre 2015. Relation: EAC/2015/25150. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015186316/265.

(150208722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

FEPC Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 182.327.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société en date du 10 novembre 2015 les décisions suivantes:

- Démission de Ronan Carroll de son poste de gérant de catégorie B avec effet au 10 novembre 2015;
- Election de Maria Herrmann, née le 24 mars 1978 à Georgijewka, Kazakhstan, et résidant professionnellement au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, au poste de gérant de catégorie B avec effet au 10 novembre 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015186320/13.

(150207980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

U.K. Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3850 Schiffflange, 90-94, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 201.347.

STATUTS

L'an deux mille quinze,

Le vingt-neuf octobre,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange,

Ont comparu:

1) La société à responsabilité limitée SOFILUX S.à r.l., avec siège social à L-3850 Schiffflange, 90-94, avenue de la Libération, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141 725, représentée ici par son gérant unique Monsieur Serge KLECK, directeur, né à Boulange (France) le 31 janvier 1953, demeurant à F-57700 Hayange, 36, rue Maryse Bastié,

2) La société anonyme RT LUX INVESTMENT S.A., avec siège social à L-3378 Livange, 24, rue Geespelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199 519, représentée ici par son administratrice unique Madame Carmela CIPRIANO, employée, née à Hayange (France) le 2 septembre 1961, demeurant professionnellement à L-3844 Schiffflange, Z.I. Luxembourg Heck.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles vont constituer par les présentes:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement plusieurs associés; elle peut, à toute époque, devenir société unipersonnelle par la réunion de toutes les parts sociales en une seule main, puis redevenir une société à plusieurs associés par suite de cession ou de transmission totale ou partielle des parts sociales ou de création de parts nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet social, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, toutes opérations généralement quelconques se rapportant à l'achat, la vente, la gestion et la location de tous immeubles, bâtis ou non bâtis.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et accorder tous cautionnements ou garanties.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération financière, mobilière ou immobilière, commerciale ou industrielle qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société prend la dénomination de «U.K. Immo S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi à Schiffflange.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé ou des associés, selon le cas. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant ou conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux pourront être établis partout, au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- €) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125.- €) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés; en cas de pluralité d'associés toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droits ou héritiers de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des valeurs sociales; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Au cas où une part est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Art. 10. Cession et transmission des parts.

1. Cessions et transmissions en cas d'associé unique.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

2. Cessions et transmissions en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des descendants soit au conjoint survivant.

Dans les cas où la cession ou transmission de parts est soumise à l'agrément des associés restants, ces derniers ont un droit de préférence pour le rachat des parts à céder, en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent au moment de la cession. En cas de l'exercice de leur droit de préférence par les associés restants et en cas de désaccord sur le prix de rachat, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture de l'associé ou de l'un des associés. Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non-associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Le ou les gérants représentent, de même, la Société en justice soit en demandant, soit en défendant.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée, soit dans les statuts, soit par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Dans ce dernier cas, l'associé unique ou l'assemblée générale, lors de la nomination du ou des gérants, fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine de l'associé unique ou des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération du gérant.

Art. 13. Le décès du gérant, associé ou non, sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société. Simple mandataire il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la Société ne compte qu'un associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, à moins que la loi ou les présents statuts n'en disposent autrement.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 17. Inventaire - Bilan. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels.

Art. 18. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Dissolution - Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite pour un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts l'associé unique ou les associés, selon le cas, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente-et-un décembre 2016.

Souscription et paiement

Les cent parts sociales (100) ont été souscrites comme suit par:

1. La société à responsabilité limitée SOFILUX S.à r.l., prénommée,	50 parts
2. La société anonyme RT LUX INVESTMENT S.A., prénommée,	50 parts
Total:	100 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et intégralement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à mille cent euros (1.100.- €).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont appelés aux fonctions de gérants pour une durée indéterminée:

1) Monsieur Jean-Michel URBANO, gérant de société, né à Belfort (France) le 28 avril 1969, demeurant à F-57700 Neufchef, 13, rue Saint Isidore.

2) Monsieur Serge KLECK, directeur, né à Boulange (France) le 31 janvier 1953, demeurant à F-57700 Hayange, 36, rue Maryse Bastié.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe des deux gérants.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-3850 Schifflange, 90-94, avenue de la Libération.

Avertissement

Avant la clôture du présent acte, le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue de lui connue aux représentants des comparantes, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. KLECK, C. CIPRIANO, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 novembre 2015. Relation: EAC/2015/25319. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 05 novembre 2015.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2015183442/161.

(150203859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2015.

Franmar Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 28.155.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 4 novembre 2015 à 10.00 heures

L'assemblée Générale reconduit les mandats de Messieurs Frédéric Sicchia, Emmanuel Manega et Vincent Didier en tant qu'Administrateurs et BML EXPERTISES S.A., en tant que Commissaire aux Comptes, 2 rue Wilson, L-2732 Luxembourg et inscrit au RCS Luxembourg sous le numéro B.124333 pour une durée de 6 ans. Leur mandat prendra fin à l'assemblée qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Pour la Société

Un Administrateur

Référence de publication: 2015186329/17.

(150207843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Bochum, Laerholzstrasse S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 201.281.

Extrait suite à un contrat de cession de parts sociales:

Suite à un contrat de cession de parts sociales signé sous seing privé en date du 2 novembre 2015, entre:

1. La société SOMSIS S.A. ayant son siège social au 151, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B161754

Et

2. La société Deutscher Studenten Wohn Bond I S.A. ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B172975

Il en résulte ce qui suit:

La société SOMSIS S.A. ayant son siège social au 151, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B161754

déclare céder à

La société Deutscher Studenten Wohn Bond I S.A. ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B172975,

11.250 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- chacune de la société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois Bochum, Laerholzstrasse S.à r.l. établie et ayant son siège social au 151, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B201281.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bochum, Laerholzstrasse S.à r.l.

Référence de publication: 2015188292/25.

(150211102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 novembre 2015.

AMA-DEA Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1932 Luxembourg, 38, rue Auguste Letellier.

R.C.S. Luxembourg B 164.644.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193230/9.

(150217083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Streetcatering By Becker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 113, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 176.094.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193018/9.

(150215526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Bamevix S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 93.746.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015193279/9.

(150216992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2015.

Matrisa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 134.544.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015192109/9.

(150215208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Richemont International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 59.435.

Les comptes annuels du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015192210/10.

(150215275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.
